

 **Fonds du Syndicat CGT de
l'Agence nationale pour la
formation professionnelle
des adultes (AFPA)**

1945-2011

Sous-série 530J/1-197

Fonds du Syndicat CGT de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

1945-2011

Sous-série 530J/1-197

Répertoire numérique détaillé établi par Christine Rey, archiviste missionnée par le
syndicat CGT de l'AFPA.

Bobigny
Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis
2017

Identification synthétique

Producteur :	Syndicat CGT de l'AFPA.
Référence :	530J.
Dates extrêmes :	1945-2011.
Niveau de description :	Fonds.
Langue(s) des documents :	Français.
Importance matérielle :	28,25 ml.
Modalités d'entrée :	Dépôt dans le cadre de la convention cadre signée entre le Département de la Seine-Saint-Denis et l'Institut CGT d'histoire sociale (IHS CGT).
Conditions d'accès :	La communication des documents est libre après un délai de 30 ans, à l'exception de ceux contenant des informations personnelles privées auxquels s'applique un délai de 100 ans.
Conditions de reproduction :	Sur autorisation du déposant.

Introduction

Historique du producteur

En mai 1949, lors d'une conférence nationale consacrée à la formation professionnelle accélérée (FPA), la Fédération des industries du bâtiment, du bois et parties similaires, affiliée à la CGT et sise au 213, rue Lafayette à Paris (10^e arr.), décide de créer un syndicat national du personnel des centres de FPA, adhérant à la fédération et regroupant les sections syndicales de ces centres.

Le syndicat commence à fonctionner le 1^{er} janvier 1950 et, en attendant son congrès constitutif, est dirigé par un bureau provisoire composé des membres de la commission nationale de coordination de la FPA, élus lors de la conférence nationale de mai 1949, dont fait partie Louis Bourgeois qui sera ensuite le premier secrétaire général du syndicat.

Les 3 et 4 juin 1950 s'ouvre donc le premier congrès constitutif du Syndicat national du personnel des centres de formation professionnelle accélérée du bâtiment (SNPCFPAB), auquel sont conviés les délégués syndicaux CGT des centres de formation professionnelle présents sur tout le territoire français. Comme lors des congrès ultérieurs, un rapport d'activité général est présenté à l'assemblée et les statuts du syndicat sont adoptés (par la suite, les modifications de statuts seront également effectuées lors de congrès, instance souveraine du syndicat).

Le syndicat est inscrit le 1^{er} juillet 1950 (entériné le 4 juillet 1950) au répertoire des syndicats professionnels de la Préfecture de la Seine sous le n°10 923¹. Les premiers statuts stipulent qu'il a pour premier but « de défendre et soutenir, sur le plan social et moral, tout le personnel des centres de formation professionnelle accélérée », centres qui sont gérés, depuis le décret 49-39 du 11 janvier 1949, par l'Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre (ANIFRMO). L'institution du syndicat national fait donc écho à la création de l'ANIFRMO, qui est désormais la seule association de statut « Loi de 1901 » habilitée à gérer au plan national les centres de formation professionnelle accélérée.

Dans l'un et l'autre cas, il ne s'agit pas d'une création *ex nihilo*. De même qu'au niveau syndical existait déjà une représentation de la formation professionnelle, les centres de FPA ainsi que les associations chargées de leur gestion préexistaient à la création de l'ANIFRMO. Pour en comprendre la réalité, il est nécessaire de faire un retour en arrière.

Les premiers centres de formation professionnelle

En 1949, les centres de formation professionnelle accélérée (FPA) ont donc déjà une histoire, qui, pour n'être pas linéaire, n'en est pas moins effective. Avant la Seconde Guerre mondiale, les premiers essais de formation professionnelle sont mis en place dans des centres privés dépendant d'un patronat soucieux de fournir à la production de nouveaux ouvriers qualifiés, appuyés par des mesures gouvernementales destinées à résorber le chômage.

L'association « Comité pour la formation professionnelle des jeunes chômeurs » (CFPJC), première forme institutionnelle de formation professionnelle des adultes, voit le jour en décembre 1934. En octobre 1935, le ministère du Travail alloue un crédit de 600 000 francs comme subvention pour la création de centres de reclassement professionnel fonctionnant

¹ Cf. article 530J/4.

dans les entreprises. Deux ans plus tard, pendant le gouvernement du Front populaire, est créé le Centre scientifique de la main-d'œuvre, situé au 13, rue Paul Chotard, à Paris [ce centre deviendra le Centre d'études et recherches psychotechniques (CERP) en 1946]. À la même époque, la Fédération des travailleurs des métaux affiliée à la CGT ouvre un centre de formation professionnelle, rue d'Angoulême (devenue rue J.-P. Timbaud après la Seconde Guerre mondiale), à l'initiative de son secrétaire général, Ambroise Croizat.

En novembre 1938, un décret-loi, pour lequel le ministère du Travail reçoit une dotation, prévoit l'institution de la formation professionnelle chargée de fournir aux usines travaillant pour la défense nationale la main-d'œuvre qualifiée qui lui fait défaut. Il est complété par le décret-loi du 6 mai 1939 qui institue la Promotion ouvrière et le Centre de recherches professionnelles des chômeurs. Jusqu'en 1946, ce dispositif réglementaire constituera le cadre administratif et financier de la formation professionnelle.

Alfred Carrard, ingénieur suisse, qui avait mis au point une pédagogie analytique, rationnelle et progressive de l'apprentissage professionnel, est sollicité par le ministère du Travail pour adapter sa pédagogie à la formation professionnelle accélérée. Cette méthode, appelée « méthode Carrard », abondamment utilisée pendant la préparation de la guerre, notamment dans les usines d'armement, l'est encore dans les centres de formation professionnelle (CFP) ouverts sous Vichy par le Secrétariat général à la Jeunesse.

Comme l'a montré Bernard Bonnet dans sa thèse sur l'AFPA², même si leur statut et leur public sont différents, les centres de formation professionnelle ouverts après la guerre sous la tutelle du ministère du Travail auront recours aux mêmes types d'apprentissage. La continuité est donc ici plus pédagogique qu'administrative, mais elle mérite d'être soulignée, car la méthode Carrard est à la base des apprentissages prodigués ultérieurement. L'ampleur du développement de la formation professionnelle à la Libération n'a pas de commune mesure avec ce qu'elle était avant-guerre, notamment parce qu'elle est dorénavant investie aux niveaux politique, social et syndical.

Au sortir de la guerre, les nécessités de la reconstruction mettent au premier plan les besoins en main-d'œuvre qualifiée. Pour la CGT, qui s'investit grandement dans la reconstruction du pays, l'enjeu de la formation professionnelle accélérée est aussi de former des ouvriers en encourageant la promotion ouvrière en vue de son émancipation. Cette double motivation va faire de la confédération un des acteurs essentiels de la création des centres de FPA. Les grandes lignes politiques définies par le Conseil national de la Résistance, le désir d'unification d'après-guerre, l'état de grâce qui voit la composition d'un gouvernement auquel prennent part les partis les plus orientés vers une politique sociale, créent un climat propice à l'élaboration de ces centres.

Les associations de gestion de la formation professionnelle

En juillet 1945, est créée l'Association pour la formation professionnelle de la main-d'œuvre (AFPMO), dont le siège social est d'abord situé au 60, avenue Victor-Hugo, puis au 6 rue Alfred-Bruneau à Paris, et qui a pour but de promouvoir et d'aider la formation professionnelle de la main-d'œuvre. Son fonctionnement est paritaire et ses moyens d'action vont de « la gestion. L'administration et la direction d'organismes créés ou à créer, en vue du recrutement et de la formation professionnelle de la main-d'œuvre, y compris des cadres », à l'organisation de cours et stages ou à la publication de documents découlant de ses activités.

² Cf. Bibliographie.

Mais c'est surtout en 1946 que s'accomplit le grand essor des centres de FPA, dont le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Ambroise Croizat, et le sous-secrétaire d'État au Travail, Marius Patinaud, sont les grands artisans. On peut articuler cet essor en trois temps administratifs : 1) l'arrêté du 8 octobre, créant des commissions départementales et une commission nationale de la formation professionnelle accélérée pour les ouvriers du bâtiment ; 2) la circulaire du 6 novembre, relative à l'organisation et à la gestion des centres de formation professionnelle, et enfin 3) le décret n°46-2511 du 9 novembre, précisant la définition de la formation professionnelle comme acquisition d'un métier, reconversion professionnelle ou perfectionnement dans un métier déjà connu en vue d'une promotion.

Chacun de ces temps propose une nouvelle avancée de la formation professionnelle, dans laquelle les commissions nationales et départementales jouent un grand rôle, puisque les dispositifs réglementaires leur permettent d'agréer les créations de centres, qui peuvent dès lors être effectuées au niveau local, y compris par des organisations ouvrières. Les archives du présent fonds sont d'ailleurs susceptibles d'éclairer la naissance de ces commissions sous un jour nouveau puisqu'on en trouve le projet dans une lettre que la Fédération nationale des travailleurs des industries du bâtiment, du bois et des parties similaires (CGT) envoie au sous-secrétaire d'État, Marius Patinaud³. Or c'est bien lui qui signe l'arrêté du 8 octobre 1946 créant ces mêmes commissions. De même, la circulaire du 6 novembre 1946, signée par Ambroise Croizat⁴, mais qui n'est pas parue au *Journal officiel*, sert de préambule aux documents d'ouverture de centres qui sont également présents dans le fonds.

En avril 1947, l'AFPMO, qui gère la presque totalité des centres de formation professionnelle du bâtiment, devient l'AFPMO-BTP et transfère son siège au 3, boulevard Kellerman, tandis qu'est créée l'Association pour la formation professionnelle des ouvriers des métaux (AFPOM) chargée de gérer les centres des industries des métaux. L'AFPOM reçoit l'agrément du ministère en mai 1947. Les centres relatifs aux autres industries dépendent de l'Association pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre (l'AFRMO, dont l'assemblée constituante a eu lieu en octobre 1946), qui est en outre chargée de juger de la valeur de l'enseignement de l'Institut national de formation des cadres professionnels (INFCP) et du Centre d'études et de recherches psychotechniques (CERP). L'AFPMO-BTP et l'AFPOM sont dirigées chacune par un conseil d'administration paritaire qui regroupe patrons et ouvriers de la profession. La CGT y est largement présente. L'AFRMO fonctionne avec un conseil d'administration regroupant 6 membres de l'administration, 4 patrons et 4 ouvriers. C'est à son siège, rue Dareau à Paris, que s'effectue la formation des moniteurs à la méthode Carrard.

Le décret n°49-39 du 11 janvier 1949⁵ supprime les associations gestionnaires à l'exception de l'AFRMO, qui devient donc l'ANIFRMO, et réduit le nombre des centres subventionnés. Nombre d'entre eux sont ainsi subitement fermés. Il s'agit donc, de la part du gouvernement de 1949, d'une décision destinée à reprendre le pouvoir sur les centres de formation professionnelle accélérée qui, grâce aux dispositions réglementaires de 1946, avaient souvent été créés localement, et notamment par des syndiqués CGT.

Cette mise en perspective historique est importante pour comprendre, par la suite, les positions de la CGT au sein de l'ANIFRMO, puis de l'AFPA, et elle éclaire sous un autre jour la création du syndicat national en 1949-1950. La volonté d'écrire l'histoire de la FPA, qu'on retrouve souvent au fil de ses archives, en est un aspect d'autant plus important que le passé des centres de formation professionnelle a été nié lors des célébrations des 40^e et 50^e

³ Cf. article 530J/1.

⁴ Cf. article 530J/1.

⁵ Cf. article 530J/2.

anniversaires de l'association en 1989 et en 1999, qui faisaient uniquement référence à la création administrative de l'ANIFRMO et non à la réalité vivante des centres de formation professionnelle dans laquelle la CGT avait joué un grand rôle.

L'Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre (ANIFRMO)

Quoi qu'il en soit, c'est désormais l'ANIFRMO qui va gérer les centres de FPA. Son fonctionnement est tripartite : le conseil d'administration est constitué de 6 représentants de l'administration, 6 représentants des employeurs et 6 représentants des salariés. L'État dispose donc du tiers des sièges, alors qu'il n'avait aucune représentation dans les associations dissoutes. Le siège de l'AFRMO déménage de la rue Dareau et vient occuper les locaux de l'ex-AFPMO, au 3, boulevard Kellerman, à Paris. Il y restera jusqu'en 1966.

La participation de l'État à la gestion des centres de FPA aura au moins un aspect positif : celui de développer peu à peu une mission de service public pour l'association, jusqu'à ce qu'elle devienne, vers les années 1980, un des piliers de la politique gouvernementale de l'emploi.

Pour l'heure, dans les années 1950, l'ANIFRMO continue à développer la méthode pédagogique issue des premiers centres de formation professionnelle accélérée, la fameuse méthode Carrard, dans laquelle l'apprentissage du geste est le socle sur lequel viennent prendre appui les considérations théoriques. La progression « rationnelle » de l'apprentissage est clairement établie par des programmes qui ordonnent les difficultés de manière croissante pour que tout stagiaire y soit préparé à chaque phase de son travail. De plus, un examen psychotechnique préalable sélectionne les candidats en fonction de leurs aptitudes, permet de les orienter et, le cas échéant, de les remettre à niveau pour la formation envisagée s'il s'avère qu'ils ne disposent pas du préalable requis. Ce procédé, qui réduit les échecs et permet un reclassement social pour les personnes en difficulté, sera amplement développé par la suite. L'AFPA est en effet considérée par nombre de ses stagiaires et même de ses salariés comme une bouée de sauvetage et une école de la seconde chance.

Pendant les quelques années suivantes, au cours desquelles la gestion des centres n'a rien de « rationnel », les problèmes de budget se renouvellent, qui vont parfois jusqu'à la menace de suppression de l'ANIFRMO, faute de subventions suffisantes. Vers le milieu des années 1950, l'association diversifie ses offres de formation face à la crise du bâtiment. La formation professionnelle, qui avait été, durant les premières années, tournée vers la reconstruction du pays et grandement axée sur les métiers du bâtiment, va désormais se développer dans les nouveaux métiers de l'industrie avec, notamment, un essor de la métallurgie, des matières plastiques et de l'électronique.

C'est d'ailleurs à la même époque que le syndicat, en modifiant ses statuts, change de nom et devient, le 1^{er} juin 1955, le Syndicat national du personnel de la formation professionnelle des adultes, champ plus vaste que celui de la formation professionnelle accélérée et qui correspond aussi à l'évolution de la FPA et à son élargissement. Fidèle à ses missions d'émancipation de la classe ouvrière comme à ses débuts, il continue à défendre la formation professionnelle. Les premiers congrès, d'abord parisiens, ont lieu dans les locaux de l'Union des syndicats de la région parisienne (29, boulevard du Temple, 11^e arr.), à la Maison des syndicats (33, rue de la Grange-aux-Belles, 10^e arr.) ou au siège même de la CGT (213, rue Lafayette, 10^e arr.) où est d'ailleurs toujours domicilié le syndicat. À partir de 1963, les congrès sont organisés dans différentes villes de France.

L'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

La stabilisation du budget alloué par les pouvoirs publics au milieu des années 1960 va amener l'expansion de l'ANIFRMO. Les crédits d'investissement augmentent tandis que le nombre de stagiaires s'accroît. C'est dans ce contexte que l'ANIFRMO devient l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) à la suite d'une décision prise par l'assemblée générale le 17 décembre 1965. La nouvelle dénomination de l'association s'accompagne d'une redéfinition des statuts, qui doivent entrer en vigueur lors de l'assemblée générale suivante. En février 1966, deux arrêtés, l'un du ministère des Affaires sociales relatif au fonctionnement financier et comptable de l'association, et l'autre du ministère de l'Économie et des Finances, fixent les modalités d'exercice du contrôle économique et financier de l'État. La circulaire n°66-16 du 6 juin 1966⁶ relative à l'organisation de la formation professionnelle des adultes établit les rapports entre le ministère des Affaires sociales et l'AFPA. Le siège de celle-ci va déménager du boulevard Kellerman à Paris vers la place de Villiers à Montreuil-sous-Bois. Il y restera jusqu'en 2016 (la place de Villiers étant devenue entre-temps la place du Général-de-Gaulle).

À partir de l'installation dans ce site, qui a été construit spécialement pour l'association, et qui comporte notamment des dispositifs améliorant la vie de ses salariés (comme la crèche ou le restaurant d'entreprise), l'AFPA est dotée d'un véritable lieu d'ancrage. La création du comité d'entreprise par l'arrêté du 3 février 1966⁷, le développement des institutions représentatives du personnel, au siège puis dans les centres et les régions, l'institution des commissions paritaires instaurent la vie syndicale au cœur même du fonctionnement de l'association. Le syndicat national CGT y aura bientôt ses propres locaux.

L'AFPA étend ses activités, les ouvre vers le secteur tertiaire duquel, jusqu'ici, elle était restée à l'écart. Elle devient « un moyen permanent propre à l'éducation professionnelle régulière et progressive des travailleurs » et un acteur important de la politique de l'emploi. Au lendemain de 1968, des stages de préformation sont ouverts pour les jeunes chômeurs, et l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) recrute des stagiaires pour l'AFPA. En 1971, la loi instituant le droit à la formation continue, annexée au Code du travail deux ans plus tard, va provoquer d'autres modifications. La formation professionnelle, financée par des entreprises privées pour leurs salariés, entraîne en effet le développement de nouvelles formes de stages de perfectionnement et de nouvelles spécialités, comme l'hôtellerie, la restauration, les transports ou l'audiovisuel. Grâce à sa pédagogie, l'AFPA obtient des taux de réussite excellents. Elle offre également des services de restauration et d'hébergement aux stagiaires et accomplit pleinement sa mission de service public. Celle-ci est clairement affirmée dans une note d'orientation du ministère du Travail dans les années 1980 : « Le service public de l'emploi est constitué par l'ensemble des institutions publiques ou parapubliques intervenant dans le fonctionnement du marché du travail, soit environ 30 000 personnes aujourd'hui réparties en trois pôles d'importance comparable, Agence nationale pour l'emploi, Association pour la formation professionnelle des adultes, services extérieurs du travail et de l'emploi. »

Avec les années 1980 et les premières lois de décentralisation, les écarts entre les missions imparties à l'AFPA et les moyens limités qui lui sont alloués pour les accomplir, provoquent des tensions. Le syndicat CGT-AFPA en propose des analyses dans des publications comme « Éléments de réflexion sur la décentralisation de l'AFPA dans le cadre du service

⁶ Cf. article 530J/3.

⁷ Cf. article 530J/96.

public de l'emploi » (novembre 1981). Plus que jamais attaché à défendre la mission de service public qui est celle de l'AFPA, il propose des actions qui vont en ce sens, en luttant par exemple, contre les réductions d'effectifs draconiennes à la fin des 1980. La réforme de 1996, qui restructure totalement l'association et le statut de son personnel, donne lieu à des grèves et pétitions. Les contrats de progrès, passés entre l'État et l'AFPA à partir du milieu des années 1990, l'apparition du management, la prééminence de la gestion et le désengagement de l'État, issu du double mouvement de déconcentration et décentralisation, changent profondément l'AFPA.

De l' « Association » à l' « Agence » nationale pour la formation professionnelle des adultes

La dernière grande modification intervient avec la suppression, en 2017, du statut associatif. L'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, qui est désormais un établissement public à caractère industriel et commercial, est soumise aux lois du marché et de la concurrence pour la mise en œuvre de ses programmes de formation. Ce profond bouleversement a été accentué par le déménagement du siège de l'AFPA, en novembre 2016, de son site « historique » vers la tour Cityscope (toujours à Montreuil-sous-Bois). C'est en prévision de ce déménagement que le syndicat s'est inquiété du devenir de ses archives et a souhaité en faire le classement et en assurer la sauvegarde.

Présentation du contenu

Le présent fonds est un fonds ouvert. Le syndicat continue en effet à œuvrer au sein de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes. La question des dates extrêmes retenues pour le dépôt des documents s'est donc posée. Si celle de début va de soi, puisqu'elle se réfère au document le plus ancien présent dans les archives (1945), celle de fin, en revanche, nécessitait de faire des choix. Plusieurs critères ont prévalu : tout d'abord, la complétude des dossiers, qui n'était pas la même pour chaque catégorie de documents, et qui est grandement liée à l'informatisation. Ainsi, il est apparu qu'à partir des années 2005-2006, les papiers étaient beaucoup moins abondants et donnaient lieu à des dossiers incomplets, qui risquaient de compromettre la vision d'ensemble du fonds déposé. Un grand nombre de ces dossiers s'arrêtaient d'ailleurs aux alentours des mêmes années. Par ailleurs, une latitude d'environ dix années entre la date de dépôt et celle des documents déposés présentait une marge prenant en compte la durée d'utilité administrative de certaines archives intermédiaires, comme celles, par exemple, des cotisations. Toutefois, pour les dossiers qui présentaient une continuité de contenu, des dates plus proches ont été retenues : il en est ainsi pour certains dossiers d'accords, datés de 2009, de dossiers individuels et de documents sur le patrimoine immobilier de l'AFPA, datés de 2010 et 2011.

À l'exception de ces quelques documents, les archives du présent fonds couvrent donc une période d'un peu plus de soixante ans, qui va de 1945 à 2008. Toute la chronologie n'est pas représentée avec la même densité. Les documents des années 1945-1949 occupaient deux boîtes numérotées 2 et 4, ce qui laisse imaginer qu'il existait deux autres boîtes numérotées 1 et 3 contenant des documents de la même époque, qui n'ont malheureusement pas été retrouvées. Néanmoins, les archives restantes offrent un éclairage précieux sur les débuts de la gestion des centres de formation professionnelle et de l'action syndicale qui y est à l'œuvre. Il semblerait en effet que ces archives proviennent de l'AFPMO, association paritaire qui gérait une grande partie des centres de formation professionnelle, et, sans doute, à l'intérieur de l'AFPMP, de la section CGT. Y figurent en effet une correspondance syndicale, des éléments sur les mouvements syndicaux liés à la création de l'ANIFRMO, ainsi que des dossiers sur la création des centres de formation professionnelle en 1946. Ces

archives, à l'état de vrac dans leurs boîtes respectives, ce qui rendait difficile leur utilisation, ont été reclassées et renommées.

Les archives des congrès, depuis le congrès constitutif de 1950, ne présentent heureusement aucune lacune jusqu'à 2005, de même que les circulaires et tracts, qui couvrent sensiblement la même période sans discontinuité. S'ajoute à ces éléments l'organe de liaison, *Union-FPA*, qui précède de quelques mois la création du syndicat, dont la publication se poursuit jusqu'à l'année 2009, et qui relate les actions et réflexions syndicales face aux évolutions de la formation professionnelle. *Analyses et actualité*, d'abord conçu comme supplément annuel d'*Union-FPA* à partir de 1971, est édité par le groupe UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens) de la CGT. Sa périodicité change à partir de 1977, où il devient biennuel. Cet ensemble offre une remarquable continuité historique.

D'autres typologies de documents viennent s'y ajouter : dès le milieu des années 1960, l'abondante et riche correspondance de Georges Le Hir (secrétaire général du syndicat, jusqu'au début des 1980), aussi bien avec la direction de l'AFPA et ses organismes de tutelle qu'avec les centres en région. La correspondance avec les régions est d'autant plus importante qu'elle rend explicite le fonctionnement de la formation professionnelle qui, depuis ses débuts, forme un maillage sur tout le territoire français, et dont le siège à Montreuil n'est qu'un des éléments. La composition du syndicat est en cela un fidèle reflet de cette structure, puisque, aujourd'hui encore, son secrétariat national est constitué de délégués venus des régions.

La structuration géographique du syndicat, très apparente dans les archives, est à la fois nationale, régionale et locale, à l'image de celle de l'ANIFRMO puis de l'AFPA. Elle est organisée par villes, où sont implantés les centres, et par régions. Ces dernières évoluent : des 7 circonscriptions économiques (Centre-Est, Centre-Ouest, Est, Façade méditerranéenne, Nord, Ouest, Sud-Ouest), on passe à 22 régions [Alsace, Aquitaine, Auvergne, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Corse, Franche-Comté, Île de France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Normandie (Basse), Normandie (Haute), Pays de Loire, Picardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca), Rhône-Alpes] lors des modifications territoriales liées à la décentralisation.

À partir de 1976, on assiste au dédoublement de la correspondance, qui se déroule à la fois avec les centres, classés par villes, comportant beaucoup de correspondance individuelle, et avec les régions, comportant des dossiers d'orientation générale (pour certaines villes sont associés des documents relatifs aux activités CGT de la région correspondante). L'alternance initiale du classement chronologique et géographique a été, dans les deux cas, préservée, dans le plan de classement.

De même, les documents liés aux cotisations reflètent la structuration géographique de l'AFPA et du syndicat, et sont également riches d'informations sur les centres : avant l'informatisation, ils donnent des indications pour les années 1970, sur leurs activités, leur représentation syndicale et, parfois, la composition de leur personnel. Les bordereaux de paiement de cotisations constituent un intermédiaire intéressant entre ces états manuels et les états informatisés de cotisation qui seront présents dans les archives à partir de 1987.⁸

⁸ Les bordereaux manuels de paiement de cotisation suivants continuent d'exister, même s'ils n'ont pas été intégrés au présent fonds pour des raisons de redondance avec les états de cotisation.

Curieusement, les archives reflètent peu le fonctionnement du syndicat à travers ses différentes instances (bureau national, conseil national, commission exécutive, secrétariat national...), pour lesquelles il n'existe que quelques dossiers de travail, cahiers le plus souvent, couvrant une courte période, de 1982 à 1990 et de 2001 à 2008 pour les relevés de décisions (bureau national, commission exécutive, conseil national, secrétariat national). On trouvera donc plus volontiers dans les dossiers de statuts et de congrès des renseignements sur l'organisation syndicale, ainsi que dans les guides diffusés par le syndicat lui-même pour la formation interne des nouveaux élus.

Les champs d'action du syndicat, intimement liés à l'ANIFRMO, puis à l'AFPA, se scindent en plusieurs groupes. Quelques éléments de dossiers laissent entrevoir l'activité syndicale dans les assemblées générales et le bureau de l'AFPA sur une courte période (années 1985-1993), mais c'est surtout au sein des institutions représentatives du personnel qu'elle apparaît à partir du début des années 1960. Pour les premières années, ne subsistent que les documents de référence et les projets de création d'un comité d'entreprise, mais à partir du milieu des années 1970, les résultats des élections sont présents dans les archives. On peut ensuite suivre l'évolution des élections professionnelles, dans des dossiers qui rendent compte aussi bien des préparatifs (notamment protocoles d'accords, listes des candidats comprenant parfois des photographies, tracts...) que des résultats. Des contentieux y sont parfois liés, notamment celui sur la notion d'établissement distinct, qui couvre une longue période (1983-2003). Presque contemporaine de la mise en place du premier comité d'entreprise en 1966, la question du droit syndical et de sa représentation apparaît dans les archives à partir de 1968.

Les négociations d'accords concernant l'organisation générale de l'AFPA, ses modifications générales ou ponctuelles, et la vie de ses salariés font partie des actions essentielles des organisations syndicales. Un noyau central concernant le statut du personnel, placé en tête des accords dans le présent classement, permet d'embrasser les moments importants de l'histoire de l'ANIFRMO et de l'AFPA, notamment grâce aux pièces jointes lors des dépôts en justice. Ces dossiers montrent également la manière dont le syndicat fait corps avec cette histoire, dont il est partie prenante. Ils s'articulent en deux temps distincts. D'abord, un projet de modification du statut du personnel en usage depuis janvier 1954 intervient peu après la création de l'AFPA, succédant à l'ANIFRMO en 1966. Une abondante documentation et une étude minutieuse des points litigieux permettent à la CGT de faire des propositions et de se prononcer précisément contre le projet. Ensuite, un projet d'accord visant à « améliorer, compléter et actualiser le statut du personnel ainsi que les autres dispositions générales existantes » est lancé en 1995. Le syndicat dénonce plusieurs des points qui vont à l'encontre de ses analyses, et entre en contentieux avec l'administration de l'AFPA. Le projet est toutefois adopté le 4 juillet 1996.

Parmi les autres accords, on peut distinguer ceux, réguliers, attachés au fonctionnement de l'association et concernant directement les salariés, comme les salaires, l'aide au logement, la médecine du travail, la mise en place des comités CHS-CT, la protection sociale ou la retraite, et ceux dont l'application est susceptible d'entraîner des modifications de ce fonctionnement. Ainsi en est-il de la décentralisation et des dispositifs mis en place à partir du début des années 1980. Le plan social de 1987 entraîne un grand nombre de départs, que les commissions de suivi accompagnent les années suivantes. Les projets de délocalisation décidés par l'État au début des années 1990, et qui mettent aussi en jeu d'autres organismes que l'AFPA, provoquent une mobilisation qui donne lieu à une grande victoire syndicale, dont témoignent les documents eux-mêmes.

De manière générale, il convient d'accompagner la lecture des négociations d'accords de celles des dossiers concernant les grèves, pétitions ou journées d'action qui s'en font l'écho, ou qui recueillent parfois la totalité des documents relatifs aux actions en cours. Ainsi, ceux concernant le projet de délocalisation du siège de l'AFPA en 1979, autre grande victoire

syndicale, se trouve dans le dossier de grève qui lui est consacré. On lira également en parallèle les tracts et circulaires qui font souvent le point sur les analyses de la CGT face aux projets de la direction de l'AFPA ou de l'État.

À partir des années 1990, le fonds est particulièrement riche en ce qui concerne les accords et leurs négociations. Cela tient à la personnalité des secrétaires généraux ou des autres membres du secrétariat national, comme Pierre Brégou, Yves Béchart, André Facque, Monique Guillerme, dont on trouve souvent les dossiers de travail annotés. Cela tient aussi à l'activité de la secrétaire administrative, Danielle Giroud (présente des années 1980 au début des années 2000), qui composait des « dossiers techniques » destinés aux membres du syndicat pour leur information. On trouve ici une documentation précieuse pour lire les autres dossiers et comprendre les actions syndicales. Un dossier particulièrement remarquable par sa complétude est celui de la mise en place des 35 heures à l'AFPA : on peut y suivre, comme dans un feuilleton, le déroulement chronologique de chaque événement (réunions, prises de positions, tracts...) d'avril 1996 à février 2000. Il est en outre complété par un dossier thématique.

Un autre grand volet des actions du syndicat concerne la formation professionnelle. Puisque c'est l'activité majeure de l'AFPA elle-même, l'action syndicale va y prendre plusieurs formes : d'abord une analyse des formations destinée à tous les stagiaires et de leurs conditions de vie, ensuite une réflexion et des exigences sur le perfectionnement du personnel et la formation des formateurs. Des conférences de presse intersyndicales sur la formation professionnelle sont données à partir des années 1960. De nombreuses réunions de travail des groupes CGT sont consacrées aux métiers, à l'élaboration des référentiels emplois (finalisés lors des commissions techniques paritaires), à l'étude des positionnements des différentes catégories de personnels.

C'est aussi à partir de ces référents que seront étudiés les reclassements lors des commissions administratives paritaires. La CGT-AFPA instruit ainsi des dossiers individuels qui vont des simples demandes de recours aux requêtes en justice. Elle est également amenée à défendre les salariés lors des commissions disciplinaires. De nombreux dossiers sont consacrés à chacune de ces catégories.

Le dernier aspect de l'action du syndicat est lié à la diffusion. Celle-ci a lieu par les tracts et les publications régulières, comme on l'a déjà vu, mais elle se développe également par un travail de diffusion d'informations auprès des salariés, sous forme de petites brochures, avec les textes d'accords passés, comme *Convention ANPE/AFPA* et de petits fascicules comme *Vos droits à l'AFPA*. Le fonds détient également les manuscrits du *Journal téléphoné* sur trois années (1980-1983). Une grande attention est également apportée à la documentation sur les nombreux sujets concernant l'AFPA.

À de nombreuses reprises, le syndicat national CGT-AFPA a souhaité que soit écrite l'histoire syndicale de l'AFPA. Elle reste à écrire, comme reste à écrire celle, si vivante, de tous les centres qui ont abrité, à un moment ou à un autre, la formation professionnelle.

Historique de la conservation

Avant le dernier déménagement de la place du Général-de-Gaulle vers la tour Cityscope (3 rue Franklin, Montreuil-sous-Bois), un récolement sommaire des archives du syndicat national de la CGT-AFPA a été entrepris, dénombant environ 570 boîtes d'archives et cinq cartons (70 cm de long) de documents en vrac, soit environ l'équivalent de 50 mètres linéaires. Ce récolement a servi de base à l'établissement du présent instrument de recherche.

Plusieurs déménagements avaient eu lieu antérieurement à celui-ci, notamment lors du passage de l'ANIFRMO vers l'AFPA, lors duquel le siège avait été transféré de Paris (Kellermann) vers Montreuil. Par ailleurs, le syndicat a lui-même été longtemps domicilié au 213, rue Lafayette à Paris, alors siège de la CGT, avant de l'être au siège même de l'AFPA.

Ces différents mouvements pourraient expliquer les lacunes constatées dans les documents, mais aucune information concrète concernant le fonds n'est venue étayer cette hypothèse.

Évaluation, tri, éliminations

Les documents généraux produits par l'AFPA, tels que budgets, circulaires, rapports d'activité, n'ont pas été intégrés dès lors qu'ils n'éclairaient pas les dossiers ou qu'ils étaient seulement présents en tant que documentation. Lorsqu'ils faisaient partie du travail relatif aux négociations, ils ont été conservés. Les doubles, lorsqu'ils n'étaient pas annotés par l'un des membres du syndicat, ont été systématiquement éliminés. Les différentes versions des protocoles d'accord, en revanche, même lorsqu'elles diffèrent peu l'une de l'autre, ont été gardées, puisqu'elles rendent compte du travail syndical lors des négociations.

Parmi les documents produits par le syndicat, n'ont pas été intégrés les éléments récents qui présentaient des lacunes de dates (comme le courrier arrivée) et quelques documents de vrac qui n'ont pas trouvé place dans les dossiers existants ou qui doublonnaient avec ceux déjà structurés. Mis à part les premiers cahiers de dépenses et recettes, la comptabilité courante n'a pas été incluse. Il s'est avéré que les éléments la constituant (beaucoup de notes de frais, de relevés bancaires) ne présentaient pas un intérêt historique fondamental, surtout au regard du volume concerné (environ 15 mètres linéaires); de plus, les récapitulatifs des grands livres étaient lacunaires. En revanche, les relevés de cotisations, qui sont des éléments précieux pour comprendre la vie et l'évolution d'un syndicat, ont été intégrés de la manière suivante : y figurent tous les documents manuscrits antérieurs à l'informatisation. À partir de 1987, les états de rentrées de cotisations, informatisés, forment des ensembles complets. Entre-deux, ont été insérés les bordereaux de paiement de cotisations.

Mode de classement

Les archives du syndicat national CGT de la formation professionnelle n'avaient jamais fait l'objet d'un classement archivistique avant celui-ci. Certains des documents étaient déjà répertoriés dans des boîtes comportant des indications thématiques ou des titres en accord avec leur contenu, d'autres non. Dans la mesure du possible, la structuration des archives a été maintenue telle qu'elle préexistait.

Un travail de reclassement a été effectué pour les tracts et la correspondance des régions, notamment pour la grande partie qui était conservée en vrac dans les cartons, en respectant le changement de mode de classement du fonds, tantôt chronologique, tantôt géographique. De même pour le courrier, il a fallu reclasser certains éléments, notamment en réintégrant une grande liasse de lettres enveloppée d'une ficelle contenant la correspondance des années 1960 et 1970 en amont des courriers existants.

Les éléments du vrac ont été replacés dans les dossiers qui pouvaient les accueillir sans hiatus. Parfois, déjà structurés de manière organique, bien que non classés en boîte et non nommés, ils constituent des articles à part entière (comme les cahiers).

Accroissement

Le fonds de la CGT-AFPA étant un fonds ouvert, il est susceptible d'accroissement dans les années à venir. L'accroissement pourrait être constitué d'archives électroniques, puisque l'ensemble du fonds papier identifié fait partie du présent dépôt, ou de photographies et documents conservés par des membres du syndicat.

Sources complémentaires

Sources sans lien de provenance

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

214J – Fonds de la Fédération nationale CGT des travailleurs de la construction, 1907-1993.
Comprend de nombreux dossiers relatifs à la formation syndicale, la formation professionnelle, la question de l'apprentissage et à la formation continue dans les métiers de la construction.

258J – Fonds de l'Union des syndicats de la construction des Hauts-de-Seine (USC), 1945-1984.

Cette organisation étant adhérente à la Fédération CGT de la construction, ces archives apportent un complément d'informations enrichissant l'historique de cette fédération. Elles informent sur le secteur de la construction en Île-de-France.

Autres services d'archives

Archives nationales :

- 19760118/1-19760118/20

Travail ; Délégation à l'emploi ; Sous-direction du Marché de l'emploi ; Mission formation (1976-1982) – Mission formation professionnelle (1982-) Date(s) extrême(s) 1945-1973

Ce versement est essentiellement composé de demandes de subventions pour les centres de formation pour adultes.

- 657AP/1-657AP/22

Fonds Pierre Fournier (1892-2006)

En mars 1963, Pierre Fournier est nommé chef du bureau des investissements de la formation professionnelle des adultes et s'occupe particulièrement des programmes d'investissement pour la construction des centres ainsi que de la tutelle de l'Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre (Anifrho), qui deviendra l'Association pour la formation professionnelle des adultes (Afp) [...]. En mars 1967, Pierre Fournier est nommé sous-directeur de la formation professionnelle, fonctions qu'il occupera jusqu'en mai 1972.

- 19760121/1-19760121/518

Travail ; Direction des relations du travail ; Sous-direction des relations professionnelles ; Bureau de la réglementation du contrat et des conditions de travail (1872-1972) Date(s) extrême(s) : 1872-1972

Consulter notamment la série A, consacrée aux programmes professionnels de productivité, qui contient des dossiers de subventions liés aux différentes branches d'activités professionnelles et syndicales. L'article 19760121/11 concerne les subventions de l'Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre (ANIFRMO) de 1958 à 1961.

- 19760129/1-19760129/17

Travail ; Secrétariat d'État aux Affaires sociales : emploi (1964-1969)

Les articles 10 et 11 sont consacrés à l'ANIFRMO et l'AFPA, avec des textes fondamentaux, de la correspondance, des rapports d'activité et la liste des centres et sections spécialisées.

- 19790891/1-19790891/22

Travail ; Délégation à l'emploi (1935-1954)

Ce versement, très intéressant pour les bases de la FPA, recense dans ses articles 1 à 18 les centres de reclassement et de formation professionnelle de 1935 à 1954 et les subventions qui leur sont accordées. Ces dossiers sont classés par départements.

- 19790892/1-19790892/61

Travail ; Délégation à l'emploi (1946-1966)

Suite du versement 19790891. Les articles 1 et 2 font référence à l'Anifrho. Les articles 3 à 61 concernent les centres de formation professionnelle pour adultes fonctionnant après l'arrêté du 8 octobre 1946. Ils sont également classés par départements.

- 19920552/1-19920552/101

Travail ; Organismes rattachés directement ; Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp) (1946-1990)

Ce versement comprend des archives de l'AFPA et des associations antérieures : Association pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre (AFRMO) et Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre (ANIFRMO). Les articles 9 à 52 concernent les centres et sections de formation classés par départements ; les articles 53 à 99 sont constitués de documents pédagogiques.

Centre national d'archives de l'AFPA, Metz : Archives intermédiaires de l'établissement (dont les dossiers de personnel).

Bibliographie

- BACON, Paul, « La Formation professionnelle des adultes », *Revue française du Travail*, n^{os} 5 et 6, mai-juin 1951.
- BAYARD, André, *La Formation professionnelle des adultes dans les esprits et dans la loi*, Montreuil, AFPA, 1970.
- BONNET, Bernard, *La Formation professionnelle des adultes : une institution et ses agents, 1934-1994*, Paris, L'Harmattan, « Savoir et formation », 1999 [thèse de doctorat, sociologie, dir. Lucie Tanguy, Paris, Université Paris X-Nanterre, 1994].
- BONNET, Bernard, « Genèse de la pédagogie de la formation professionnelle des adultes », *Éducation permanente*, n^o 98, juin 1989.
- CARRARD, Alfred, *Psychologie de l'homme au travail*, Neuchâtel, Paris, Delachaux et Niestlé, « Bibliothèque professionnelle et sociale », 1952.
- CHARLOT, Bernard, FIGEAT, Madeleine, *Histoire de la formation des ouvriers, 1789-1984*, Paris, Minerve, « Voies de l'histoire. Série Culture et société », 1985.
- DÄNZER-KANTOF, Boris, *Former pour l'emploi, L'AFPA : 50 ans de formation professionnelle des adultes*, Montreuil, Afpa, 1999.
- DEFER, Claude-Annie, *La Fédération du Bâtiment CGT au moment du Front populaire (1936-1938)*, mémoire de maîtrise, histoire, dir. Jacques Droz, Jacques Girault, Paris, Université de Paris 1, 1971.
- EGLIN, Jean, *Les Prises de position des fédérations Constructions CGT et CFTC, CFDT par rapport à l'évolution du bâtiment (1946 - 1967) : étude des rapports aux congrès*, mémoire de maîtrise, histoire, dir. Antoine Prost, Jean-Louis Robert, Paris, Université Panthéon-Sorbonne, 1988.
- FRITSCH, Philippe, *L'Éducation des adultes*, Paris, La Haye, Mouton, « Cahiers du Centre de sociologie européenne », 1971.
- GUINOT, Jean-Pierre, *Formation professionnelle et travailleurs qualifiés depuis 1789*, Paris, Domat-Montchrestien, 1946 [thèse de doctorat, droit, dir. Édouard Dolléans, Université de Paris, Faculté de droit et des sciences économiques, 1944].
- LATTRE, Roland de (éd.), MACAIGNE, Jean-François (éd.), *Mémoires d'Afpa*, préf. Claude Thomas, postf. Guy Matteudi, Montreuil, Afpa, 1989.
- LIÉTARD, Bernard, « La Formation professionnelle continue en France entre les deux guerres mondiales », *Éducation permanente*, n^{os} 62-63, mars 1982.
- MAZÉ, Pierre, *Les Bâisseurs : chronique de 150 ans de luttes sociales*, Paris, FNCT-CGT [Fédération nationale des travailleurs de la construction-Confédération générale du travail], Scandéditions, 1993.
- MONTLIBERT, Christian de, *L'Institutionnalisation de la formation permanente*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, « Les Publications de la Maison des sciences de l'homme de Strasbourg », 1991.
- PELPEL, Patrice, TROGER, Vincent, *Histoire de l'enseignement technique*, préf. Claude Lelièvre, Paris, L'Harmattan, « Histoire et mémoire de la formation », 2001.
- RAOUL, Yves, *Évaluation des politiques publiques et du changement organisationnel dans les services publics ; le cas de la mise en œuvre du changement de l'Association nationale*

pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : analyse contextualiste et longitudinale, thèse de doctorat, sciences économiques, dir. Maurice Basle, David Alis, Rennes, Université de Rennes 1, 2010.

TANGUY, Lucie, *L'Enseignement professionnel en France : des ouvriers aux techniciens*, Paris, PUF, « Pédagogie d'aujourd'hui », 1991.

TROGER, Vincent, *Histoire des centres d'apprentissage, 1939-1959 : les enjeux économiques, politiques et culturels de la constitution de l'enseignement technique court*, thèse de doctorat, histoire, dir. François Caron, Paris, Université de Paris 4, 1991.

Périodiques :

Union Fpa, Montreuil, Syndicat CGT-AFPA, Confédération générale du travail, Groupe UGICT-CGT, 1949-2009 [dernier n° paru : 142, septembre 2009].

Analyses [supplément d'*Union Fpa*], 1971-1978.

Analyses et actualité, 1978-2008 (dernier n° paru : 176, septembre 2008).

Répertoire

Sommaire

530J/1-3 La gestion de la formation professionnelle accélérée par des associations et l'intervention de la CGT.	27
530J/1 Les associations actives au sortir de la Seconde Guerre mondiale.	27
530J/2-3 De l'Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre (ANIFRMO) à l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA).	28
530J/4-197 Le Syndicat national CGT du personnel de la formation pour adultes.	29
530J/4-94 Organisation et fonctionnement.	29
530J/95-197 Champs d'action syndicale.	43

Liste des sigles et abréviations

AEF : Agence éducation emploi formation.	CPNI : Commission paritaire nationale inter-catégorielle.
AFPA : Association nationale pour la formation professionnelle des adultes / Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes.	CPR : Centre psychotechnique régional.
AFPMO : Association pour la formation professionnelle de la main-d'œuvre.	CPTA : Centre pédagogique et technique d'appui.
AFPMO-BTP : Association pour la formation professionnelle de la main-d'œuvre du bâtiment et des travaux publics.	CRE : Comité régional d'établissement.
AFPOM : Association pour la formation professionnelle des ouvriers des métaux.	CTP : Commission technique paritaire.
AFRMO : Association pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre.	DATAR : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
ANACT : Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.	DEAT : Direction des études et de l'appui techniques.
ANIFRMO : Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre.	DP : Délégué du personnel.
ANPE : Agence nationale pour l'emploi.	DRH : Direction des ressources humaines.
ARPE : Allocation de remplacement pour l'emploi.	DSR : Délégué syndical régional.
BN : Bureau national (du syndicat).	ÉPIC : Établissement public à caractère industriel et commercial.
CAI : Comité d'action intersyndical.	FERC : Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture (CGT).
CAP : Commission administrative paritaire.	FPA : Formation professionnelle accélérée / formation professionnelle des adultes.
CBTP : Caisse du bâtiment et des travaux publics.	GIAPP : Groupement interprofessionnel pour l'aide au logement locatif et à l'accèsion à la propriété.
CCAS : Caisse centrale d'activités sociales.	GIMPLOS : Groupement interprofessionnel mutuel et paritaire du logement social.
CCE : Comité central d'entreprise.	GPEC : Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.
CDRF : Chargé de direction responsable de formation.	IGAS : Inspection générale des affaires sociales.
CDRG : Chargé de direction responsable de gestion.	IGF : Inspection générale des finances.
CE : Commission exécutive (du syndicat) / Comité d'entreprise / Comité d'établissement.	INFCP : Institut national de formation des cadres professionnels.
CER : Comité d'établissement régional.	INFP : Institut national de formation professionnelle.
CERP : Centre d'études et de recherches psychotechniques.	IRP : Institutions représentatives du personnel.
CES : Contrat emploi solidarité.	<i>JO : Journal officiel de la République française.</i>
CFPA : Centre de formation professionnelle des adultes.	PACA : Provence-Alpes-Côte d'Azur.
CHS-CT : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.	PERF : Perfectionnement.
CIAT : Comité interministériel d'aménagement du territoire.	PFE : Préparatoires à la formation et à l'emploi.
CN : Conseil national (du syndicat).	POC : Projet ordonnateur comptable.
CNPBTP : Caisse nationale de prévoyance du bâtiment et des travaux publics.	<i>RDPS : Revue pratique de droit social</i> (publication de la CGT).
CNR : Conseil national de la Résistance.	ROME : Répertoire opérationnel des métiers et des emplois.
COTOREP : Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.	SDOM : Schéma directeur de l'organisation et du management.
CPAS : Commission paritaire d'application et de suivi.	SMBTP : Société mutualiste du bâtiment et des travaux publics.
CPND : Commission paritaire nationale de discipline.	SN : Secrétariat national (du syndicat).
	SPE : Stages pratiques en entreprise.
	UGFF : Union générale des fédérations de fonctionnaires (CGT).
	UGICT : Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (CGT).

530J/1-3

La gestion de la formation professionnelle accélérée par des associations et l'intervention de la CGT.

1945-1966

530J/1

Les associations actives au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

1945-1950

L'Association pour la formation professionnelle de la main d'œuvre (AFPMO) : statuts, règlement intérieur (juillet 1945), procès-verbaux des réunions du conseil d'administration (août-décembre 1947), procès-verbaux de l'assemblée générale du 7 octobre 1947, circulaire du 21 avril 1947 sur la réorganisation de l'association.

Juillet 1945-décembre 1947

L'Association pour la formation professionnelle de la main-d'œuvre du bâtiment et des travaux publics (AFPMO-BTP) : bilan de l'ancienne gestion et projet de statuts (mars-avril 1947), règlement intérieur, circulaires (janvier-février 1948).

1947-1948

L'Association pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre (AFRMO) : revendications du personnel.

s.d.

Textes officiels : arrêté du 8 octobre 1946, décret 46-2511 du 9 novembre 1946, arrêté du 12 novembre 1946, arrêté du 16 janvier 1947, arrêté du 6 mars 1947, circulaire MO 084/47 du 11 juin 1947, circulaire MO 14/48 du 24 janvier 1948, circulaire MO 30/48 du 18 février 1948, programme d'action du Conseil national de la Résistance (CNR).

1946-1948

Fédération nationale des travailleurs des industries du bâtiment, du bois et parties similaires - CGT, relations avec le ministère du Travail et l'AFPMO : correspondance.

1946-1948

Centres de formation professionnelle accélérée. - Situation au 15 novembre 1946 : listes d'ouverture des centres par département, chiffrage proportionnel à la population. Dossier de constitution relatif à la circulaire n°124 MO du 6 novembre 1946. Activité : bulletin d'information, pourcentage des stagiaires par secteur et par année, liste des fermetures, graphique (1945-1950).

1945-1950

530J/2-3

De l'Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre (ANIFRMO) à l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA).

1948-1966

530J/2

Création de l'ANIFRMO.

Arrêté du 27 décembre 1948 et décret du 11 janvier 1949 constitutif : textes, considérations du personnel, mémoire aux représentants de la CGT, correspondance et résolutions, coupures de presse (janvier-février 1949).

1948-1949

Assemblée générale, conseil d'administration, commission de travail chargée de l'élaboration du statut du personnel, réunions des représentants du personnel : projet de statut du personnel (s.d.), procès-verbaux et comptes rendus.

s.d. et 1949-1951

Syndicat national de l'enseignement technique et de la formation professionnelle CGT : comptes rendus de réunions du bureau national.

Janvier 1949

1949-1951

530J/3

Fonctionnement et activité et passage de l'ANIFRMO à l'AFPA : correspondance (1951-1954), rapport sur les centres de formation professionnelle des adultes par M. Lory, auditeur à la Cour des comptes (s.d.), circulaires (1961, 1965), tracts de la section Service central (1954-1960), classification du personnel (s.d.), texte sur le problème médico-social du travail, circulaire n°66-16 du 6 juin 1966 instituant l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA).

1951-1966

530J/4-197

Le Syndicat national CGT du personnel de la formation pour adultes (FPA).

1947-2011

530J/4-94

Organisation et fonctionnement.

1949-2008

530J/4

Statuts : note fédérale relative à la conférence nationale de mai 1949 ayant décidé de la création du syndicat (21 décembre 1949), récépissé de dépôt des statuts du Syndicat national du personnel des centres de formation professionnelle accélérée du bâtiment inscrit au répertoire des syndicats professionnels de la préfecture de la Seine sous le n°10 923 (1^{er} juillet 1950), récépissés des modifications de statuts.

1949-1963

Le 1^{er} juin 1955, le syndicat devient le Syndicat national du personnel de la formation professionnelle des adultes.

530J/5-18

Congrès.

Dossier-type : barèmes des cotisations, bilans de trésorerie, bilans des formations syndicales, circulaires, communiqués de presse, correspondance, coupures de presse, dessins, discours d'ouverture et de clôture, documentation (essentiellement issue de publications confédérale et fédérale : *Antoinette, Le Peuple, Revue pratique de droit social, La Vie ouvrière, La Lettre fédérale...*), dossiers des commissions exécutives préparatoires, états de cotisations, évolution des effectifs syndiqués, invitations, listes de participants, états d'effectif, mandats de délégués, modifications de statuts, note de frais, notes et brouillons, numéros du bulletin *Union-FPA* publiant les travaux des congrès, ordres du jour, petites affiches, photographies, questionnaires remplis par les centres sur leur situation syndicale, rapports d'activité générale ou moral, rapports d'activité par centres, recettes et dépenses des congrès, résolutions, textes adoptés, textes des interventions, tracts, bulletins de candidatures, listes de candidats, listes d'élus, résultats des élections.

1950-2005

530J/5

1^{er} au 3^e congrès.

1^{er} congrès constitutif, 3 et 4 juin 1950, Paris, Union des syndicats de la région parisienne, 29 boulevard du Temple, 11^e arr.

2^e congrès, 7 et 8 avril 1951, Paris, Union des syndicats de la région parisienne, 29 boulevard du Temple, 11^e arr. : affichette.

3^e congrès, 8 et 9 mars 1952, Paris, Union des syndicats de la région parisienne, 29 boulevard du Temple, 11^e arr. Préparation lors de la commission exécutive des 6 et 7 décembre 1951 et répartition géographique des sections syndicales par centres de FPA.

1950-1952

530J/6 4^e au 7^e congrès.

4^e congrès, 7 et 8 mars 1953, Paris, Union des syndicats de la région parisienne, 29 boulevard du Temple, 11^e arr.

5^e congrès, 19 et 20 juin 1954, Paris, Maison des syndicats (salle Toudic), 33 rue de la Grange aux belles, 10^e arr. : photographies.

6^e congrès, 23 et 24 avril 1955, Paris, siège de la Confédération générale du travail (salle 19), 213 rue Lafayette, 10^e arr. Préparation lors de la commission exécutive des 26 et 27 mars.

7^e congrès, 1^{er} et 2 décembre 1956, Paris, 213 rue Lafayette, 10^e arr. Préparation du 1^{er} mai 1957.

1953-1957

530J/7 8^e et 9^e congrès.

8^e congrès, 6 et 7 décembre 1958, Paris, 213 rue Lafayette, 10^e arr. Préparation lors de la commission exécutive des 18 et 19 octobre : 9 photographies N&B.

9^e congrès, 17, 18 et 19 mars 1961, Paris, 213 rue Lafayette, 10^e arr. Commission exécutive du 10 mars 1962.

Numéro 168 de la *Revue pratique de droit social* sur le nouveau statut des fonctionnaires (avril 1959).

1958-1962

530J/8 10^e au 15^e congrès.

10^e congrès, 26, 27 et 28 avril 1963, Bourges, Bourse du travail, 8 place Malus.

11^e congrès, 23, 24 et 25 avril 1965, Lyon, Café de la Poste, 40 avenue Henri Barbusse.

12^e congrès, 14, 15 et 16 avril 1967, Paris, salle Bonvallet, 29 boulevard du Temple, 11^e arr. : 10 photographies N&B.

13^e congrès, 1^{er}, 2 et 3 mai 1969, Bordeaux, Bourse du travail : 21 photographies N&B.

14^e congrès, 25, 26 et 27 mars 1971, Paris, Centre international de séjour, 6 rue Maurice Ravel, 12^e arr. : extraits des statuts annotés.

15^e congrès, 19, 20, 21 octobre 1973, Limoges, Bourse du travail : statuts, affichette, tracts sur le Chili, 18 photographies, négatifs, composition de la commission exécutive nationale.

1963-1973

530J/9 16^e au 18^e congrès.

16^e congrès, 24, 25 et 26 octobre 1975, Chantilly, Château de Montvillargenne (Gouvieux) : statuts, 49 photographies

du congrès (dont 36 signées par Alain Chatenet), 10 photographies de manifestations à Laval non signées, 4 créditées agence Fotolib, 4 autres.

17^e congrès, 17, 18 et 19 novembre 1977, Chantilly, Château de Montvillargenne (Gouvieux) : photographies N&B (16 clichés du congrès, 20 clichés du restaurant).

Congrès extraordinaire, 28 janvier 1978, Montreuil : propositions de restructuration.

18^e congrès, 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1980, Lorient, village VVF de Guidel : restructuration du syndicat, statuts, 1 photographie du 40^e Congrès de la CGT à Grenoble.

1975-1980

530J/10 19^e congrès, 17, 18 et 19 mars 1982, Lorient, village VVF de Guidel.

1982

530J/11 20^e congrès, 14, 15 et 16 mars 1984, Balaruc-les-Bains, Village de Tourisme et travail « Lo Solebau » : statuts, 6 photographies N&B.

1984

530J/12 21^e congrès, 3, 4 et 5 décembre 1986, Dijon, Centre de rencontres internationales, 1 boulevard Champollion : 9 photographies N&B, 9 photographies couleur, négatifs.

1986

530J/13 22^e congrès, 14, 15, 16, et 17 novembre 1989, Guidel.

1989

530J/14 23^e congrès, 1^{er}, 2, 3 et 4 décembre 1992, Vichy, Centre Omnisports. Commission exécutive préparatoire (17 novembre 1992) : rapport d'audit de l'AFPA, « Poursuivre et intensifier la déconcentration », (septembre-octobre 1992).

1992

530J/15 24^e congrès, 21, 22, 23 et 24 novembre 1995, Morillon, Centre CCAS-EDF-GDF (Caisse centrale d'activités sociales du personnel des industries électriques et gazières) : projet de statut du personnel de l'AFPA.

1995

530J/16 25^e congrès, 6, 7, 8 et 9 octobre 1998, Savines-le-Lac, centre CCAS Les Eygoires.

1998

530J/17 26^e congrès, 4, 5, 6 et 7 décembre 2001, Cap d'Agde, centre CCAS.

2001

530J/18 27^e congrès, du 29 novembre au 2 décembre 2005, Cap d'Agde, centre CCAS.

2005

530J/19-77 Circulaires, tracts et correspondance. 1951-2008

530J/19-48 Siège. 1951-2008

530J/19-26 Circulaires et tracts.
Dossier-type : appels à pétition, bilans, communiqués aux salariés de la FPA, communiqués aux syndicalistes et secrétaires des sections syndicales, communiqués intersyndicaux, comptes rendus de réunions, déclaration de la commission exécutive du syndicat national CGT du personnel de la FPA, informations syndicales, ordres du jour des assemblées générales de l'ANIFRMO et des réunions syndicales, résolutions, résultats de grève. 1951-2007

530J/19 Comité d'action intersyndical (CAI) de la FPA. 1951-1961

530J/20-26 Syndicat national CGT du personnel de la FPA. 1956-2007

530J/20 1956-1967

530J/21 1968-1974

530J/22 1975-1978

530J/23 1979-1986

530J/24 1987-1993

530J/25 1994-1997

530J/26 1998-2007

530J/27-48 Correspondance. 1965-2008

530J/27-28 Départ et arrivée.
Constituée essentiellement de la correspondance arrivée et départ de Georges Le Hir, secrétaire général du syndicat, ces courriers peuvent concerner des cas particuliers (activité syndicale des délégués, classement et affectation de postes, demandes de recours), les relations avec les autorités de tutelle (Assemblée nationale et ministères) ou avec des syndicalistes d'autres sections. 1965-1983

530J/27 1965-1977 : correspondance avec l'Algérie, circulaires AFPA.

530J/28 1978-1983 : échanges avec le Premier ministre et le ministre du Travail, ainsi qu'avec la direction de l'AFPA.

530J/29-34 Départ.

1981-2008

530J/29 1981-1985

530J/30 1986-1989

530J/31 1990-1993

530J/32 1994-1997

530J/33 1998-2002

530J/34 2003-2008

530J/35-48 Arrivée :

En provenance essentiellement de l'AFPA.

1981-2005

530J/35 1981-1986

530J/36 1987-1989

530J/37 1990-1991

530J/38 1992

530J/39 1993

530J/40 1994-mars 1995

530J/41 Avril-décembre 1995

530J/42 1996

530J/43 Janvier-octobre 1997

530J/44 Novembre 1997-1998

530J/45 1999-septembre 2000

530J/46 Octobre 2000-juillet 2002

530J/47 Août 2002-2003

530J/48 2004-2005

530J/49-77 Relations avec les centres, villes et régions.

Correspondance du secrétariat national avec les centres de formation professionnelle (classée par centres, villes ou régions), courriers à la direction de l'AFPA, au ministre de la Formation professionnelle, au Premier ministre ou au Conseil de prud'hommes, comptes rendus de réunion, coupures de presse, discours, informations syndicales, notes, pétitions, plans de formation, procès-verbaux d'élection, projets d'ouverture de centres, questionnaires, rapports, résultats de grèves, résultats électoraux des délégués du personnel des centres, tracts.

Figurent également des dossiers individuels : certificats, contrats de travail, CV, demandes de recours, fiches de paie, fiches de renseignements, pièces d'état civil, résumés de carrière, avec, éventuellement, des assignations en référé ou jugements.

1966-2005

530J/49-62 Centres et villes.

1966-1992

530J/49-50 Classement chronologique.

1966-1975

530J/49 1966-1969 : 1 photographie de groupe en janvier 1967 au centre de « La Cardonière », Lorient.

Il manque l'année 1970.

530J/50 1971-1975 : dossier de solidarité avec l'entreprise LIP (1973), coupures de presse sur des locaux de la FPA-Limoges évacués (1972), 5 photographies et négatifs d'une filature, 10 photos d'identité des membres de la CGT-AFPA (1972).

530J/51-62 Classement géographique.

1971-1992

530J/51 Ajaccio à Blois.

Ajaccio, Albi, Alençon, Amiens, Angers, Angoulême, Annecy-Poissey, Auray-Kerval'h en Brac'h, Avignon, Bayonne, Beauvais, Belfort, Berck-sur-Mer, Bernes, Besançon, Béziers, Blois.

Le dossier Ajaccio concerne aussi les activités de la CGT en région Corse et celui de Besançon les activités de la CGT en région Franche-Comté.

Le dossier Avignon comporte 5 photographies d'une salle de cours.

1971-1992

530J/52 Béziers à Caen.

Béziers, Blois, Bordeaux-Bègles, Bordeaux-Caudéran, Bordeaux-Pessac, Bordeaux-CPR, Bourg-en-Bresse, Bourges, Brest, Brive-la-Gaillarde, Caen.

Le dossier Bordeaux concerne aussi les activités de la CGT en région Aquitaine.

Le dossier Caen concerne aussi les activités de la CGT en région Basse-Normandie.

Le dossier Bordeaux-Pessac comporte 8 photographies d'une manifestation.

1976-1992

530J/53 Calais à Créteil.

Calais, Cannes, Carcassonne, Chambéry, Champs-sur-Marne, Charleville, Chartres, Châteauroux, Châtelleraut, Cherbourg, Cholet, Clermont-Beaumont, Clermont-Ferrand, Colmar, Compiègne, Corte, Coutances, Creil, Créteil.

Le dossier Clermont-Ferrand concerne aussi les activités de la CGT en région Auvergne.

1975-1992

530J/54 Dijon à Istres.

Dijon, Douai-Courtin, Doué-la-Fontaine, Dunkerque, Égletons, Évreux, Evry-Ris, Fontenay-le-Comte, Gap, Golbey-Epinal, Grand-Combe, Grenoble Pont-de-Claix, Guéret, Hazebrouck, Havre (Le), Istres.

Le dossier Dijon concerne aussi les activités de la CGT en région Bourgogne.

1974-1992

530J/55 Laon à Loudéac.

Laon, Lardy, Laval, Liévin, Lille, Limoges-bâtiment, Limoges-métaux, Limoges-Romanet, Lorient, Loudéac.

Le dossier Lille concerne aussi les activités de la CGT en région Nord-Pas-de-Calais.

Le dossier Limoges concerne aussi les activités de la CGT en région Limousin.

1974-1992

530J/56 Lyon-Mantes.

Lyon-CPR, Lyon-CPTA, Lyon-Crépieux, Lyon-Saint-Priest, Lyon-Vénissieux, Mans (Le), Mantes-Magnanville.

Le dossier Lyon concerne aussi les activités de la CGT en région Rhône-Alpes.

1976-1992

530J/57 Marseille à Nancy.

Marseille, Marseille-Saint-Jérôme, Marseille-Treille, Maubeuge, Meaux, Metz, Migennes, Montauban, Montceau-les-Mines, Montluçon, Montpellier, Montreuil, Morlaix, Mulhouse, Nancy.

Le dossier Marseille concerne aussi les activités de la CGT en région PACA.

Le dossier Montpellier concerne aussi les activités de la CGT en région Languedoc-Roussillon.

Le dossier Nancy concerne aussi les activités de la CGT en région Lorraine.

1976-1992

530J/58 Nantes à Orléans.

Nantes, Neuilly, Nevers, Nice, Nîmes, Niort, Orléans.

Le dossier Orléans concerne aussi les activités de la CGT en région Centre.

Le dossier Nantes concerne aussi les activités de la CGT en région Pays de Loire.

Le dossier Nevers comprend 4 photographies.

1976-1992

530J/59 Paris à Rennes.

Paris, Pau, Périgueux, Perpignan-Rivesaltes, Plessis-Robinson (Le), Poitiers, Puy (Le), Quimper, Reims, Remiremont, Rennes.

Le dossier Paris concerne aussi les activités de la CGT en région Île-de-France.

Le dossier Poitiers concerne aussi les activités de la CGT en région Poitou-Charentes.

Le dossier Reims concerne aussi les activités de la CGT en région Champagne-Ardenne.

Le dossier Rennes concerne aussi les activités de la CGT région Bretagne.

Le dossier Pau comprend une photographie et une diapositive.

Le dossier Perpignan-Rivesaltes comporte deux photographies de l'atelier de Rivesaltes.

1975-1992

530J/60 Rethel à Saint-Dizier.

Rethel, Roanne, Rochefort, Roche-sur-Yon (La), Rodez, Romilly-sur-Seine, Roubaix, Rouen, Rye (La), Saint-Avold, Saint-Brieuc, Saint-Dizier.

Le dossier Rouen concerne aussi les activités de la CGT en région Haute-Normandie.

Le dossier Rochefort comprend 5 photographies du centre.

Le dossier Saint-Avold comporte un mémoire sur le centre comprenant des copies de photographies.

1975-1992

530J/61 Saint-Étienne à Toulon.
Saint-Étienne, Saint-Flour, Saint-Mandé,
Saint-Nazaire, Saint-Priest, Stains,
Strasbourg, Saint-Dizier, Saint-Malo,
Tarbes, Thionville-Yutz, Toulon.
Le dossier Rouen concerne aussi les
activités de la CGT en région Haute-
Normandie.
Le dossier Strasbourg concerne aussi les
activités de la CGT en région Alsace.
Le dossier Stains comporte 10
photographies du centre de Stains.

1975-1992

530J/62 Toulouse à Vesoul et Section retraités.
Toulouse, Tours-Saint-Symphorien, Tours-
Veigné, Troyes, Valence, Valenciennes,
Verdun, Vesoul, Section retraités.
Le dossier Toulouse concerne aussi les
activités de la CGT en région Midi-
Pyrénées.

1976-1992

530J/63-77 Régions.

Les dossiers comportent aussi des publications
comme : *L'Afpaïenne*, le *Bulletin du comité régional
Pays de Loire*, le *Bulletin Région Ouest*, le *Journal de
l'Union locale de Roanne*, *L'Écho des centres,
Pacages, Parlons-en* (journal de Midi-Pyrénées) et
des brochures de présentation de la CGT.

D'autres publications CGT y apparaissent également :
Le Courrier de la FERC-CGT, *Trait d'union*, journal du
syndicat national de l'enseignement et de la formation
privés, *Trajectoires*, bulletin du pôle politique et des
activités revendicatives de la CGT, *UCR actualités*,
bulletin de l'union confédérale des retraités CGT.

1976-2005

530J/63-65 Classement géographique.

1976-1995

530J/63 Anciennes régions économiques puis
nouvelles régions (Aquitaine à Île-de-
France).
Anciennes régions économiques.
Centre-Est : affichettes (1979-1983).
Centre-Ouest (1982-1983).
Façade méditerranéenne, associée à
Provence-Alpes-Côte d'Azur (1983-1984).

Ouest, associé à Poitou-Charentes : bande dessinée sur calque publiée dans la revue trimestrielle *CGT délégation régionale Ouest* (1981-1985).

1979-1985

Nouvelles régions (A-I).

Aquitaine, associée à Sud-Ouest (1980-1995).

Auvergne (1990-1994).

Bourgogne (1992-1995).

Bretagne (1991-1995).

Centre (1993-1995).

Champagne-Ardenne (1992-1995).

Franche-Comté (1991-1995).

Île-de-France, associée à Centre-Ouest : tracts et bulletins régionaux (1978-1994).

1978-1995

1978-1995

530J/64

Nouvelles régions (L-PA).

Languedoc-Roussillon (1993-1995).

Limousin (1992-1995).

Lorraine (1991-1995).

Midi-Pyrénées (1992-1995).

Nord-Pas-de-Calais (1981-1995).

Normandie (Basse) (1994-1995).

Normandie (Haute) (1992-1995).

PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur) : bulletin *Packages* (1990), documents préparatoires sur les métiers (1976-1990).

Pays de Loire, 1977-1995.

1976-1995

530J/65

Nouvelles régions (PI-R) et retraités.

Picardie (1993-1995).

Poitou-Charentes (1985-1995).

Rhône-Alpes (1976-1995).

Retraités (1992-1995).

Comprend notamment la convention annuelle des résultats de la région Rhône-Alpes pour 1995, le journal de l'Union locale de Roanne sur les 100 ans de la CGT, exemplaires de la publication *L'Afpaïenne*, nombreuses fiches de synthèse sur le nombre de syndiqués dans la région Rhône-

Alpes ainsi que des brochures de
présentation de la CGT.

1976-1995

530J/66-72 Classement chronologique.

1992-1999

530J/66 Janvier 1992-juin 1993 : synthèse de
l'audit « Action qualité dans les régions »
(1993).

530J/67 Juillet 1993-décembre 1994

530J/68 Janvier – décembre 1995 : dossier sur le
CFPA de Brive-la-Gaillarde, région
Limousin.

530J/69 Janvier-décembre 1996

530J/70 Janvier-décembre 1997

530J/71 Janvier-juin 1998 : rapport sur le centre
de Roussies-Maubeuge.

530J/72 Juillet 1998-janvier 1999

530J/73-77 Classement géographique.

1998-2005

530J/73 Alsace, Aquitaine, Auvergne, Bourgogne.

1998-2005

530J/74 Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne,
Corse, Franche-Comté, Île-de-France.

1998-2005

530J/75 Languedoc-Roussillon, Limousin,
Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-
Calais, Normandie Basse.

1998-2005

530J/76 Normandie Haute, Paca, Pays de Loire,
Picardie.

1998-2005

530J/77 Poitou-Charentes, Rhône-Alpes, DEAT,
Itinérants, Retraités.

1998-2005

530J/78-94 Organisation-fonctionnement.

1961-2008

530J/78-88 Cotisations.

1961-1998

530J/78 Période 1961-1977.

Effectifs (1968-1970), attestations (1961).

Organisation des délégations régionales : correspondance, rapport d'étude, propositions d'organigrammes par la CGT (1976-1977).

Listes des effectifs par établissements dans les régions Nord-Picardie-Pas-de-Calais, Ouest, Sud-Ouest, Centre-Est, comprenant les catégories d'emplois et les noms des délégués syndicaux (1976-1977).

Listes des sections syndicales, comprenant les noms et fonctions des délégués du personnel, leur participation aux stages de formation syndicale et aux congrès nationaux, les résultats des élections de délégués du personnel de 1970 et les résultats des mouvements revendicatifs (1970-1972).

Listes manuelles des cotisations par sections syndicales, par centres, et par villes (1969-1978).

Récapitulatifs des cartes syndicales envoyées par centres (1971-1975).

530J/79 Chargés de direction et cadres : bordereaux de paiement de timbres, correspondance, états manuels des cotisations, imprimés.

1978-1988

530J/80-83 États des versements par centres : bordereaux de paiement de timbres, correspondance.

Les dossiers par centres sont regroupés par régions : Centre-Est, Centre-Ouest, Est, Façade méditerranéenne, Nord, Ouest, Sud-Ouest, sections individuelles (CDRG, CDRF, retraités).

1978-1986

530J/80 1978

530J/81 1983-1984

530J/82 1984-1985

530J/83 1986

530J/84-88 États des versements par régions.

Les dossiers par régions comprennent le détail des sections rattachées. Pour chaque exercice, figure un récapitulatif annuel pour l'ensemble des régions : Alsace, Aquitaine, Auvergne, Bourgogne, Bretagne,

Centre, Champagne-Ardenne, Corse, Franche-Comté, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Normandie basse, Normandie haute, Pays de Loire, Picardie, Poitou-Charentes, PACA, Rhône-Alpes, sections individuelles.

1987-1998

530J/84 1987-1989

530J/85 1990-1992

530J/86 1993-1994

530J/87 1995-1996

530J/88 1997-1998

530J/89 Dépenses et recettes : cahiers de comptes (1969-1990), factures de tirages de lettres, tracts et tirages offset (1978-1980).

1969-1990

530J/90-94 Instances nationales du syndicat.

1981-2008

530J/90 Collectif de l'Union générale des ingénieurs cadres et techniciens CGT (UGICT CGT) : bulletins de liaison, comptes rendus de réunions, correspondance, circulaires et tracts, listes nominales des participants.

1981-1990

530J/91 Organisation.

Instances et représentation nationale : composition du conseil national, listes des représentants CGT, tableaux d'effectifs et de trésorerie, représentation de la CGT dans les instances de l'AFPA (1984-1986), courrier confédéral de la CGT (1985-1989).

Activité du Conseil national : notes de travail et comptes rendus (1984, 1987-1989).

Attribution d'un local syndical : correspondance (1971).

Organisation matérielle du syndicat : notes sur le classement, l'archivage et les locaux (1994-1996).

1971-1996

530J/92-94 Réunions : cahiers de notes personnelles et de relevés de décisions.

Ces cahiers sont constitués de notes prises lors des séances de travail, dans le cadre des instances du syndicat ou bien lors des réunions des institutions représentatives du personnel (IRP), des commissions paritaires et des instances représentatives de l'AFPA

(assemblées générales et bureaux). On y trouve également des comptes rendus, des circulaires, des tracts et de la correspondance.

1982-2008

530J/92

Cahiers de Pierre Brégou, membre du secrétariat national du syndicat CGT-AFPA.

1982-1983 : bureau national (BN), secrétariat national (SN), réunions intersyndicales, journées d'études.

1983-1984 : BN, commission exécutive, SN.

1985 : commission technique paritaire, BN, SN.

1986 : dossier chronologique général comprenant des données sur le BN.

1982-1986

530 J 93

Cahiers de Pierre Brégou et d'André Facque, membres du secrétariat national du CGT-AFPA.

Cahiers de Pierre Brégou.

1987-1988 : bureau national (BN), secrétariat national (SN).

Cahiers d'André Facque.

1984-1987 : BN, comité d'entreprise, assemblée générale en région.

1986-1988 : BN, comité central d'entreprise (CCE).

1988-1989 : BN, SN.

1989-1990 : BN, collectif Ugict, SN.

1989 : dossier général comprenant des éléments sur l'organisation du syndicat.

1984-1990

530 J 94

Cahiers de relevés de prise de décisions.

Bureau national, secrétariat national (mandats 2001-2005).

Commission exécutive, conseil national (mandats 2001-2005).

Bureau national, commission exécutive (mandats 2005-2008).

2001-2008

530J/95-197

Champs d'action syndicale.

1958-2011

530J/95

Réunions statutaires de l'AFPA. - Assemblées générales et bureau : ordres du jour, déclarations des représentants syndicaux, propositions d'orientation, projets d'actions, comptes rendus de réunion, notes (1985-1990). Évolution du bureau (mars 1990) : courrier, rapport au secrétaire d'État.

1985-1993

530J/96-116 Institutions représentatives du personnel.

1958-2007

530J/96-100 Création des comités d'entreprise et d'établissements et élections de leurs représentants.

1958-1992

530J/96

1958-1981

Création d'un comité d'entreprise (CE) à l'ANIFRMO : projet du syndicat CGT, correspondance, cartes des circonscriptions (1958-1965).

Création d'un comité d'entreprise à l'AFPA : arrêté du ministère des Affaires sociales du 3 février 1966, règlements intérieurs (1968, 1971), instructions définissant les fonctions des délégués régionaux, correspondance, texte intégral de l'ordonnance du 22 février 1945 sur la création des CE, protocole d'accord entre le ministre des Affaires sociales et les syndicats du personnel de l'AFPA (31 mai 1968), fonctionnement du CE (novembre 1968).

Résultats des élections des comités d'entreprise : liste des représentants par régions et par collèges, listes des titulaires et suppléants par syndicats, graphiques (1976, 1979).

Mise en place des comités d'établissements régionaux (CER) et du comité central d'entreprise (CCE) : accord électoral, circulaire de l'AFPA du 25 mars 1981 relative à la constitution du CCE, comptes rendus de réunions, correspondance avec le directeur de l'AFPA, documentation, dossier de travail, notes, tracts par régions (1981).

Réunions du comité d'entreprise de l'AFPA : procès-verbaux de la 1^{ère} à la 15^e séance (1966-1970).

Pour la 44^e à la 61^e séance, voir 530J/111.

530J/97-100 1981-1992

Dossier-type : calendriers, circulaires, comptes rendus de réunions et de négociations sur les protocoles d'accords, correspondance, documents de travail et brouillons, estimations des résultats, liste des candidats, modalités de vote, procès-verbaux des résultats et attributions de sièges, projets de règlements intérieurs, protocoles d'accord, récapitulatifs, textes d'application, tracts.

530J/97 1981-1983 : listes des candidats par régions avec photographies d'identité dans les dossiers relatifs aux élections des CER de 1981, correspondance relative à la notion d'établissement distinct (janvier-septembre 1983).

530J/98 1984-1985

530J/99 1986-1991 : notes de Pierre Brégou sur la notion d'établissement distinct (1990).

530J/100 1992 : bilan des journées d'études sur la mise en place des comités régionaux d'établissement (CRE) remplaçant les comités d'établissement régionaux (CER), documents sur les premières élections des CRE.

530J/101-105 Élections des délégués du personnel (DP).

Dossier-type : bulletins de vote, comptes rendus, correspondance, graphiques, listes de candidats, protocoles d'accords et avenants, résultats et procès-verbaux, tracts.

1968-1993

530J/101 1968-1984

Instruction : protocole d'accord avec les syndicats du 23 mars 1967 instituant des délégués du personnel dans tous les centres de FPA de plus de 10 salariés, règles de fonctionnement (28 août 1968) émanant de la direction de l'AFPA, carnets de bord de délégation pour les représentants du personnel (décembre 1970).

Résultats des élections : avril 1974, avril 1976, avril 1977, avril 1978, mai 1979, mai 1980, mai 1981, juin 1982, mai 1983, mai 1984.

Les dossiers de 1977 comprennent la liste des délégués du personnel par centres. Ceux de 1979 contiennent les résultats comparés des élections du personnel depuis 1967.

530J/102 1985-1986 : résultats par régions (mai 1985) et par centres (mai 1986).

- 530J/103 1987-1989 : résultats (mai 1987, mai 1988, mai 1989), récapitulatif 1985-1988.
- 530J/104 1990-1991 : résultats (juin 1990, juin 1991).
- 530J/105 1992-1993 : correspondance relative au nouveau protocole d'accord sur l'élargissement du rôle des délégués du personnel (1993).

530J/106-110 Élections professionnelles (CRE et DP).

À partir de 1994, les élections professionnelles des délégués du personnel et des comités d'établissements ont lieu simultanément. La typologie des documents est la même que pour les élections des délégués du personnel et des comités d'établissements.

- 1994-2007
- 530J/106 1994 : bilan sur la mise en place des comités d'établissement (CRE, CE des centres pédagogiques et techniques d'appui - CPTA, CE du siège), tracts par régions (parfois avec photographies).
- 530J/107 1996
- 530J/108 1999 : plusieurs dossiers constitués par des syndicalistes différents, notamment Monique Guillerme, liste du nombre de syndiqués CGT par régions et par centres (s.d.).
- 530J/109 1999-2001
- 530J/110 2003-2007 : protocoles électoraux définissant les établissements distincts, guide pratique pour les élections professionnelles.

530J/111-113 Réunions du comité d'entreprise (CE) et du comité central d'entreprise (CCE).

1974-2005

530J/111-112 Procès-verbaux.

1977-1998

- 530J/111 1977-1988. - 44^e à 61^e réunions du CE (juin 1977-avril 1981). Réunions du CCE (octobre 1981-décembre 1988).

Pour la 1^{ère} à la 15^e séance du CE voir 530J/96.

- 530J/112 1989-1998, réunions du CCE.

530J/113 Comptes rendus et dossiers de travail.
Comptes rendus au personnel par la CGT AFPA sous forme de tracts (octobre 1974-décembre 2005).
Dossiers de travail : ordres du jour, notes et déclarations (1983-1993).
1974-2005

530J/114-116 Contentieux touchant les élections professionnelles et la représentation syndicale.
1981-2003

530J/114 Contentieux sur la détermination des établissements distincts.
Tribunal administratif de Paris.
Requêtes n°358 75/7 (fond) et n° 358 76/7 (sursis à exécution) : mémoires et pièces jointes des syndicats CGT, CGT-FO, CFDT relatifs à la décision du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité du 6 mai 1983 en matière d'établissements distincts au sein de l'AFPA (juillet-août 1983).
Mémoire en réponse de l'AFPA (sans pièces jointes), notification d'ordonnance, correspondance avec le Tribunal administratif de Paris (août-décembre 1983).
Mémoires déposés par le syndicat CGT-AFPA en 1981 et en décembre 1985 (avec pièces jointes).
1981-1985

Conseil d'État.

Contentieux sur le projet de décentralisation de l'AFPA : requêtes présentées par le syndicat CGT-FPA (1982-1983).

Contentieux sur l'implantation des comités d'établissements de l'AFPA, requête menée par les syndicats CGC, CFTC, CFDT : notification de décision rendue par le Conseil d'État le 21 novembre 1986.

1982-1986

Ministère du Travail.

Recours hiérarchique contre la décision du 4 janvier 1983 par laquelle le directeur départemental a déterminé le nombre d'établissements distincts au sein de l'AFPA pour la mise en place des comités d'établissements.

Recours hiérarchique relatif au niveau d'implantation des CE à l'AFPA (1982-1991) : correspondance, notifications de décision du Conseil d'État, accord sur la mise en place d'une commission régionale, tracts, documents de travail de la CGT.

1982-1991

1981-1991

530J/115

Contentieux sur la détermination des établissements distincts (suite) et autres contentieux.

Contentieux sur la détermination des établissements distincts : correspondance, analyse et position de la CGT (1996), références jurisprudentielles pour la notion d'établissement distinct et la composition des collèges électoraux (*Liaisons sociales*, 1998), mémoire de désaccord sur la proposition de répartition en collèges présenté par la CGT (novembre 1998), mémoire récapitulatif et en réplique (janvier 2000), jugement du Tribunal administratif de Paris (avril 2002), notification de la décision du Conseil d'État (août 2003).

1996-2003

Contentieux sur la composition du CCE : recours auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et du tribunal d'instance de Montreuil. Cour de cassation, chambre sociale : mémoire en défense, mémoire ampliatif, arrêt. Notification d'un arrêt de la cour d'appel. Correspondance, argumentaire, notes d'honoraires.

1994-2001

Contentieux sur la désignation des candidats : correspondance, notifications de jugements, recours.

1996-1997

Invalidation d'une désignation de délégué syndical par le syndicat Sud-AFPA : convocation, déclaration d'instance.

Novembre 1998

1994-2003

Les pièces jointes aux dossiers de recours récapitulent l'histoire de l'implantation des CE à l'AFPA depuis 1981.

530J/116

Contentieux sur la représentativité du syndicat Sud : déclaration instructive d'instance (1996), notifications de jugement des tribunaux d'instance d'Albi, Besançon, Bobigny, Cannes, Gap, Joigny, Lagny-sur-Marne, Marseille, Martigues, Montceau-les-Mines, Montreuil-sous-Bois, Nantes, Nevers, Nice, Saint-Maur-des-Fossés, Vesoul (2001), dossier sur la création du syndicat Sud (1996).

1996-2001

530J/117

Élections prud'homales.

Élections de 1979 : coupures de presse, documentation (dont *Le Peuple* n°1074), tracts, notes pour les délégués régionaux (juin 1980-janvier 1982).

Élections du 9 décembre 1992 : fiche de communication de l'AFPA, guide tiré-à-part du n° 1350 du *Peuple*, liste des élus.

Élections du 9 décembre 1997 : déclaration nominative des salariés, fiche de communication de l'AFPA, liste des élus, procès-verbal de réunion du 15 avril 1997 fixant les modalités de consultation des listes électorales, publications de la CGT.

Élections du 11 décembre 2002 : correspondance, bulletin de l'UGICT CGT, tracts, liste des élus, livret de campagne de la CGT.

1979-2002

530J/118 Défense des droits des salariés de l'AFPA.

Reconnaissance de l'activité et de la représentation syndicales, exercice et gestion du droit syndical : accords collectifs, attributions et planifications mensuelles, bilans d'application, circulaires, commissions de suivi, comptes rendus de réunions, correspondance (notamment sur l'atteinte au droit syndical), dénonciations d'accords, documentation, modes d'emploi, notes d'interprétation, synthèse des textes et accords collectifs (1981).

1968-2008

Droit d'expression des salariés : accords-cadres résultant de la Loi n° 82.689 du 4 août 1982 relative aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (accords de 1983, 1985) modifiée par la Loi n° 86-1 du 3 janvier 1986 (accords de 1986, 1989, 1992, 1993), réponses aux questions posées lors d'une réunion du 3 octobre 1996.

1983-1993

1968-2008

530J/119 Formation syndicale.

Stages.

7 au 9 juin 1983 : liste des délégués par régions, notes.

18 au 22 juin 1984 : notes, ordre du jour, organigramme de la représentation syndicale à l'AFPA.

1987 (dates diverses selon les centres) : liste des stages effectués pour les élus.

Stages pour les élus, « Carrefour des élus » (1996-1998), « Stages des élus » (2000), « Formation des élus » (2001) : bulletin d'information interne, bulletins d'inscription, correspondance, liste des participants, ordres du jour, tracts (1996-2001).

Le dossier de mai 2000 est consacré à l'écriture syndicale.

Stage délégué syndical régional (DSR) (juin 2004) : dossier du stagiaire (statuts du syndicat, n° 112 du bulletin *Union FPA*, outil d'aide à la syndicalisation), guides de la CGT.

Formation des élus et représentants syndicaux des CRE et CE les 27 et 28 janvier 2004 : comptes rendus de réunion, convocations, documentation, inscriptions, ordre du jour.

1983-2004

Guides édités par la CGT : *Le guide CGT du syndiqué et du militant* (sous des titres différents, 2000, 2003, 2004, 2006) ; *Le guide CGT de la formation syndicale* (2003, 2006) ; *Le guide CGT de la formation syndicale d'accueil* (2004, 2006) ; *Le guide CGT élu délégué personnel* (2006) ; *Le guide CGT du mandaté CHS-CT* (2006) [Les versions plus anciennes se trouvent dans le dossier « Stage délégué syndical régional »], livret d'accueil CGT des agents de l'AFPA (environ 1990) (2000-2006).

1983-2006

530J/120-149 Négociations et accords.

1952-2009

530J/120-122 Statut du personnel.

1954-1999

530J/120 Dossiers de Georges Le Hir, secrétaire général du syndicat CGT-AFPA.

Statuts : édition de janvier 1954; projets (1966, 1967), projet de mise à jour (1969).

1954-1969

Avant-projet : correspondance avec la direction de l'ANIFRMO puis de l'AFPA, notes, projets des syndicats CGC et de FO, propositions de la CGT, versions successives annotées.

1966

Modifications : correspondance, notamment parlementaire (septembre 1967-avril 1968), projet, propositions du syndicat CGT-AFPA (1966-1967), résultats de la grève du 23 novembre 1967.

1966-1968

Documentation : publications de la CGT (1956-1964), mémorandum sur la formation professionnelle des adultes établi par le comité d'action intersyndicale de la FPA (avril 1952), circulaire sur le personnel enseignant statutaire d'EDF et de GDF (mai 1962), statut national du personnel des industries électriques

et gazières (novembre 1960), projet de convention collective nationale des bureaux d'études techniques (1960).

1952-1964

1952-1969

530J/121 Dossiers d'Yves Béchart, membre du secrétariat national du syndicat CGT-AFPA.

Accord visant à améliorer, compléter et actualiser le statut du personnel ainsi que les autres dispositions générales existantes : calendrier des séances de négociation (octobre-décembre 1995), comptes rendus de réunions, correspondance, projets (novembre 1995-janvier 1996), notes, tracts.

1995-1996

Accord sur les dispositions générales régissant le personnel de l'AFPA du 4 juillet 1996 : texte et dates d'applications (août 1996), statut régissant le personnel de l'AFPA (janvier 1954), protocoles d'accords entre la direction de l'AFPA et les organisations syndicales (1968-1976).

1954-1996

1954-1996

530J/122 Requêtes d'annulation relatives aux modifications du statut du personnel.

Correspondance avec le cabinet Henry (décembre 1995-janvier 1998), avec une société civile professionnelle d'avocats au barreau de Paris (juillet 1996-février 1998) et avec Maurice Cohen, directeur de la *Revue pratique de droit social* (novembre-décembre 1997).

1995-1998

Documentation : pages d'*Union-FPA* traitant du statut du personnel de l'AFPA (février 1950, mai 1950, octobre 1950, janvier 1951, mars 1951, juillet-août 1951, octobre 1951, juin 1952, novembre 1952, décembre 1952).

1950-1952

Mémoires : en réponse (août 1996), en réplique (septembre 1996), en duplique (février 1997), en triplique (juin 1997).

1996-1997

Tribunal de grande instance de Bobigny : assignation à jour fixe (1996), assignation et ordonnance en référé (avril-juin 1996), jugement contentieux du 3 avril 1997 (avec pièces jointes), correspondance, comptes rendus, tracts.

1996-1998

Cour d'appel : déclaration d'appel (avril 1997), extrait des minutes du greffe pour l'arrêt d'octobre 1997, conclusions d'audience, requête (juin 1997),

observations complémentaires, signification d'arrêt à partie (décembre 1997).

1997

Cour de cassation : notification de pourvoi en cassation (février 1998), rapport de consultation (notamment un avocat au Conseil d'État, mai 1998, et Maurice Cohen, directeur de la *Revue pratique de droit social*), abandon de la procédure (juin 1998), ordonnance du 26 juillet 1999.

1998-1999

1995-1999

Comprend les dossiers distincts de deux personnes.

530J/123-127 Salaires.

Dossier-type : bilans annuels de suivis d'accord, chiffrages relatifs à l'échelonnement indiciaire, comptes rendus de négociations, correspondance, dossiers préparatoires aux réunions, fiches de synthèse, grilles (classification et rémunération ; effectifs ; indiciaires ; salaires), notes de travail et brouillons, pétitions, principes et modalités de positionnement des salaires sur les emplois, procès-verbaux d'accords et de désaccords, procès-verbaux des réunions de groupes de travail, protocoles d'accord, relevés de décisions, statistiques, tableaux des échelons, tracts.

1960-2009

530J/123 1960-1983 : nouvelle grille de classification des personnels de l'ANIFRMO (1963-1964), jugement du 27 octobre 1976 en matière prud'homale (convocations, préparation, bulletins de salaire, correspondance).

530J/124 1983-1985

Groupe de travail « 11 échelons » : projet de nouvelle grille, notes sur les avancements, déclarations intersyndicales, modifications des échelonnements indiciaires appliqués au personnel de l'AFPA, tableau de répartition des agents (1983).

Groupe de travail 1984-1985 sur les salaires : grilles d'effectifs, grilles indiciaires, grilles des salaires, simulations de paie, état de l'évolution des salaires et des prix (INSEE CGT), août 1984.

530J/125 1986-1996 : hypothèses des syndicats (CGT, FO, CFDT) sur la progression de la masse indiciaire, dossier d'évolution de grilles de salaires de 1976 au changement de statut en 1996.

530J/126 1997-2000 : pétition sur les salaires du 29 septembre 2000 (classée par centres).

530J/127 2001-2009 : pétition sur les salaires du 14 juin 2001 (classée par régions), pétition du 20 mars 2002.

530J/128 Logement et médecine du travail.

Logement.

1% pour l'aide au logement : rapport d'investigation réalisé par le CCE, tracts de la CGT (1981-1989).

Groupement interprofessionnel pour l'aide au logement locatif et à l'accession à la propriété (GIAPP) : comptes, correspondance, état comparatif des prêts, liste des agents logés et demandeurs de logements (1989).

Groupement interprofessionnel mutuel et paritaire du logement social (GIMPLOS) : correspondance, documentation (1983-1984).

1981-1989

Médecine du travail, réorganisation des services médicaux de l'AFPA : examen et propositions.

1984

1981-1989

530 J 129 Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHS-CT).

Mise en place (références : Loi n° 82-1097 du 23 décembre 1982 et décret n° 83-844 du 23 septembre 1983) : accords, comptes rendus de commissions, correspondance, préparatifs, programmes (1980-1984).

Régulation de la charge de travail à l'AFPA et bilan d'application des 35 heures : convocations aux réunions, notes de cadrage, restitution (2002-2003).

Conditions de travail : comptes rendus de réunions [commission « Conditions de travail » au centre AFPA de Cannes; négociation tripartite avec l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)], stage de formation syndicale CHS-CT sur le « document unique d'évaluation des risques » (2006-2008).

Enquête nationale sur les conditions de travail à l'AFPA réalisée par le syndicat CGT : questionnaire, tableau des résultats (2007).

Lettre de la FERC-CGT « Travail-santé sur le stress au travail » (septembre 2008).

1980-2004

530J/130-131 Protection sociale.

1986-2009

530J/130 Prévoyance santé et retraite complémentaire.

Caisse nationale de prévoyance du bâtiment et des travaux publics (CNPBTP), Caisse du bâtiment et des travaux publics (CBTP), Société mutualiste du bâtiment et des travaux publics (SMBTP) : convocation aux assemblées générales, documentation, études comparatives, notes de travail, projet de convention, statuts de la SMBTP, tracts sur la Sécurité sociale.

1986-1991

Retraite complémentaire : pétitions et référendum.

Avril 1991

Mutuelles : circulaires AFPA relatives au régime de prévoyance (janvier 1997), texte du référendum du 3 décembre 1996 relatif au contrat Pro-BTP.

1996-1997

Prévoyance santé et autres prévoyances, fonds documentaire constitué par la CGT-AFPA : Alpha-conseil (1^{er} mars 2007), cabinet Négrin, réforme de l'assurance maladie (2006), circulaires (25 août 2005 et 30 janvier 2009), décret du 19 septembre 2007, « Information sur le nouveau contrat de prévoyance » (décembre 2003); Loi Fillon (21 août 2003), mise en place de la prévoyance dans l'entreprise (15 juin 2007), « La prévoyance complémentaire » dans *Liaisons sociales* (1995), « La prévoyance en entreprise » dans la *Revue pratique de droit social* (2007), questions-réponses de la direction de la sécurité sociale, rapports Adding (« Rapport complémentaire d'audit prévoyance, analyse des résultats », « Rapport de mission d'audit des régimes prévoyance et santé » (avril-mai 2002), « Restitution de l'étude sur l'absentéisme maladie à l'AFPA » (octobre 2003).

1995-2009

Organismes de prévoyance sociale complémentaire : convention de prévoyance AFPA cadres BTP (CNPBTP), présentation générale du groupe MV4.

s.d.

s.d. et 1986-2009

530J/131 Autres dossiers.

Dispense d'activité.

Rapport et projet d'avis sur les « Organisations du travail et nouveaux risques pour la santé des salariés » réalisé par la section du travail du Bureau du Conseil économique et social (2003).

Protocole de fin de conflit portant sur l'organisation des procédures d'information-consultation sur la mise en place de nouvelles organisations, retrait du projet de licenciement collectif et mise en place d'un dispositif de dispense d'activité (29 mars 2005).

2003-2005

Retraite.

Procédure judiciaire entre la direction de l'AFPA et les organisations syndicales sur les dispositions concernant le départ en retraite des agents de l'AFPA suite à la nouvelle loi de novembre 2003 (2005-2007) : circulaire relative au nouveau régime légal, correspondance, déclaration d'appel, jugements, notes, mails imprimés, significations d'arrêt à partie.

Documentation, dont *Pensions, retraites : vos droits*, brochure de la CGT-FERC, 1998 ; hors-série n° 1 de *La Nouvelle Vie ouvrière*, « La retraite », 2001.

2003-2007

Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE).

Accords entre la direction générale de l'AFPA et les organisations syndicales, circulaires d'application des accords, prévoyant notamment la cessation d'activité anticipée, documentation.

1995-2000.

Emploi des travailleurs handicapés.

Reconnaissance de la COTOREP (1998), protocoles d'accord et projets (1995, 1999, 2002, 2005, 2006), rapports annuels de l'AFPA sur l'emploi des travailleurs handicapés (2002-2004, 2007), JO du 12 février 2005, notes et déclarations CGT (1998-2008).

1995-2008

1995-2008

530J/132 Décentralisation de l'AFPA.

Orientations générales : note du ministère du Travail relative au service public de l'emploi (29 septembre 1981), compte rendu de l'assemblée générale du 29 octobre 1981 en présence du ministre du Travail Jean Auroux, publications du syndicat CGT-AFPA (« Note sur une filière technique et pédagogique à l'AFPA », et « Éléments de réflexion sur la décentralisation de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi », novembre 1981), correspondance syndicale suite aux circulaires AFPA 33/82 du 6 juillet 1982 et n°238 du 13 août 1982, coupures de presse, mémo, positions de la CGT, tracts.

1981-1982

Mise en place des ARFPA : calendrier, programme, propositions concernant les modalités de mise en œuvre du projet de décentralisation de l'AFPA (mars 1982), liste des départs de personnel au 31/12/1981.

1981-1982

Mise en place du service public de l'emploi : compte rendu de réunion du Comité supérieur de l'emploi.

Mars 1982

Journée d'information des responsables d'unités : exposé de M. Métais, directeur de l'AFPA.

Avril 1982

Convention ANPE-AFPA élaborée dans le cadre de la décentralisation (1982-1985) : avant-projets et projets, correspondance (mars-avril 1982), accord signé (30 juin 1982), synthèse sur l'évolution des collaborations entre l'ANPE et l'AFPA (mars 1985).

1982-1985

1981-1985

530J/133 Contrat de solidarité.

Dossier de travail : demandes de commissions paritaires administratives (CAP), suivi des départs au titre du contrat de solidarité retraite, remplacement des personnes parties en retraite, tableaux statistiques, tracts syndicaux.

Dossiers thématiques. - Assedic : correspondance, documentation. Contrats : projets, circulaires, correspondance. Litiges dans les centres : correspondance. Législation : *Dictionnaire permanent social* (1982), *Journal officiel* (17 janvier 1982), fascicule du ministère du Travail, coupures de presse, documentation CGT.

Dossier chronologique : correspondance, comptes rendus de réunions, documentation, projets, tracts.

1982-1983

530J/134 Projet de nouveau dispositif d'activité : programmes d'évolution (1986-1990), éléments budgétaires, rapports d'activité, plans cadres sur la formation professionnelle, rapport de l'AFPA *Construire demain, donner à la plus grande partie des actions quotidiennes une dimension à moyen terme* (octobre 1986).

1984-1990

530J/135-136 Plan social.

1987-1989

530J/135 Élaboration.

Mise en place : préparation des réunions sur le projet, formules de départ et de réduction du temps de travail, circulaires et documentation éditée par l'AFPA (dont *Plan social 1987-1988, demande de convention d'allocation spéciale du Fonds national de l'emploi*

[AS-FNE]), convention, notes et documents de travail, tracts (janvier-octobre 1987).

Commissions régionales : correspondance de la CGT-AFPA avec les centres, questions posées par des syndicalistes (avril-juin 1987).

Janvier 1987-octobre 1987

530J/136 Commissions de suivi : circulaires, convocations, réorganisations envisagées à la suite du départ des agents dans le cadre du plan social, demande de convention additionnelle d'AS-FNE, documents de travail, listes des agents concernés, listes de redéploiement, notes, textes, tracts et déclarations syndicales.

Février 1987-mai 1989

Cet article regroupe les dossiers de deux responsables syndicaux.

530J/137-138 Délocalisation.

1990-1992

530J/137 Intervention syndicale, dossier 1.

Correspondance avec les pouvoirs publics : liste d'adresses, modèles de lettres (décembre 1991), courriers adressés aux membres de l'Assemblée nationale, du Sénat, des conseils généraux et des équipes municipales, pétitions, propositions d'argumentaire (novembre-août 1992).

1991-1992

Collectif contre les délocalisations (2 boulevard de Latour Maubourg, Paris, 7^e arr.), appels à manifestation, communiqués, comptes rendus de manifestations, conférences de presse, convocations de réunion, coupures de presse, dépêches, tracts de la CGT et intersyndicaux.

Novembre 1991-janvier 1992

Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : projets de relevé de décisions (octobre 1990, novembre 1991, janvier 1992).

1990-1992

1990-1992

530J/138 Intervention syndicale, dossier 2.

Collectif contre les délocalisations (suite).

1991-1992

Conseil régional, séance du mardi 18 février 1992 sur les coûts de la délocalisation : compte rendu.

Union générale des fédérations de fonctionnaires (UGFF CGT) : tracts et informations sur la délocalisation, projet de lettre ouverte à F. Mitterrand,

déclarations de la Fédération de l'éducation de la recherche et de la culture (FERC CGT).

Novembre 1991-janvier 1992

Appel à soutien contre le projet sous forme de carte de vœu : réponses (artisans, centres de FPA., enseignants, établissements, membres des professions libérales, représentants politiques, sociétés, syndicats).

1992

Cet article comprend aussi 71 photographies couleur des actions des 20 et 23 janvier 1992, des illustrations pour les tracts, des textes de chansons, ainsi qu'une chronologie de novembre à décembre 1991.

1991-1992

530J/139 Réforme de l'AFPA et contrats d'objectifs.

Réforme de l'AFPA : correspondance, coupures de presse, dossier de presse, imprimés, notes, tracts (novembre 1990-février 1991).

Fonctions et structures cadres des agences régionales : rapport confidentiel (septembre 1990).

Rapport de synthèse sur l'AFPA établi par l'Inspection générale des finances (IGF) et l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) (octobre 1990).

Contrat d'objectifs : comptes rendus de réunions, études, notes, préparatifs (janvier-mars 1991).

1990-1991

530J/140 Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC).

1993-1996 : texte de l'accord (1993), analyses détaillées justifiant le refus de la CGT de signer l'accord, rapport sur la première année de mise en œuvre (septembre 1994), rapport sur la gestion prévisionnelle des emplois au siège (septembre 1995), bilan de trois années d'application (octobre 1996).

2006-2009 : circulaires, comptes rendus de réunions, dépêches et textes de l'Agence éducation emploi formation (AEF) (mars-décembre 2006), circulaire ministérielle 2004, fiche technique du Cedip, numéro de *La Nouvelle Vie ouvrière* (octobre 2006), contenu des négociations, projets, tracts.

1993-2009

530J/141 Bilan social : brochures éditées par AFPA (1993-1999), comptes rendus de réunions (1997-2000), projets annotés (1997, 1998, 1999), *Le bilan social*, rapport du

Conseil économique et social, *Journal officiel* du 3 juin 1999.

1993-2000

530J/142 Contrat de progrès et plan d'entreprise.

Contrat de progrès entre l'État et l'AFPA : circulaires, notes, projets (1994-1998, 1999-2003, 2004-2008).

1994-2008

Plan d'entreprise : avant-projets et projet (2004), 3^e contrat de progrès (2004-2008), analyses de la CGT, coupures de presse, dépêches de l'Agence éducation emploi formation (AEF), courriels, documents préparatoires à des réunions intersyndicales.

2004-2008

Action syndicale : dossier documentaire et juridique sur la création de l'AFPA, pétition contre l'abrogation du décret n°49-39 du 11 janvier 1949 relatif à la formation professionnelle, résultats de la grève du 10 mars 2005.

2005

Protocole de fin de conflit du 17 mars 2005 : consultation des syndiqués CGT-AFPA (bulletins de vote, textes d'information), projet de texte de l'AFPA.

2005

1994-2008

530J/143 Accords établis dans le cadre du contrat de progrès.

Schéma directeur de l'organisation et du management (SDOM) : projet et accord (1^{er} août 1994), organisation des directions (1994-1998), rapport de la Cour des comptes (*Relevé de constatations provisoires sur les comptes et la gestion de l'Association pour la formation professionnelle des adultes, exercices 1986-1994*), *Analyse sociologique de l'AFPA réalisée par Futur antérieur pour piloter le processus de modernisation en cours* (juin 1997).

1994-1997

Accord cadre ANPE-AFPA.

Suivi de la convention du 4 juillet 1996 : comptes rendus de la commission « Évolution de la mission d'orientation » et du séminaire ANPE-AFPA, dossier technique (1998).

Mise en complémentarité des services, contrat de qualification adulte : circulaires, comptes rendus, coupures de presse, notes, projets, tracts (1999).

Projet « Gamme de service » (juillet 2000).

1996-2000

1994-2000

530J/144 Organisation des directions.

Refonte de la direction technique (DT) dans le cadre du contrat de progrès : analyses et tracts syndicaux, carte détaillée des emplois de l'ensemble de la Direction technique à Montreuil et dans les CPTA, comptes rendus de réunions, liste des emplois ouverts au recrutement, notes, projets de mobilité des salariés, protocoles d'accord, schéma général, propositions élaborées par la délégation CGT des CPTA (*Pour une autre direction technique*).

1994-1996

Organisation des directions liées aux projets de déconcentration, dossiers de Monique Guillerme, membre du secrétariat national de la CGT-AFPA : coupures de presse sur le rapport de la Cour des comptes (décembre 1997), informations relatives au projet de déconcentration (1997), liste des agents, missions, notes, organigrammes, projets (AT-RTT, évolution du schéma directeur de l'organisation et du management (SDOM), service emploi compétences mobilité).

Directions concernées : DARGC (Direction à l'animation régionale et aux grands comptes), DEGC (Direction de l'exploitation et des grands comptes), DEL (Direction des équipements et de la logistique), Direction financière et juridique, DOI (Direction des opérations internationales), DRHC (Direction des ressources humaines et de la communication).

Mai 1996-février 1997

1994-1997

530J/145-147 Temps de travail.

1994-2009

530J/145-146 Mise en place des 35 heures.

1996-2000

530J/145 Dossier général chronologique : accord relatif à la réduction et à l'aménagement du temps de travail (RATT), analyse de la loi par la CGT et commentaires, cahiers des charges, circulaires, comptes rendus de réunions, correspondance, guide juridique pratique (février 1999) émis par la direction des ressources humaines de l'AFPA, notes, pétitions, projets, questionnaires, rapports, tracts des différentes sections syndicales, versions des protocoles (juin-octobre 1999), enquête régionale de la CGT sur la réduction du temps de travail comprenant des documents provenant de tous les centres (octobre 1997).

Avril 1996-octobre 1999

530J/146 Dossier général chronologique (suite) et dossier thématique.

Dossier général (suite) : projet de loi du 7 décembre 1999, recours du 12 janvier 2000 relatif à la signature de l'accord RATT du 24 décembre 1999 signé par la CFDT.

Novembre 1999-juin 2000

Dossier thématique.

Groupe de travail CGT-AFPA sur les formateurs: notes (février-mars, octobre 1999).

Actions revendicatives : courriers et pétitions des centres en régions et en Île-de-France, résultats par régions de la grève du 19 octobre 1999.

Publications : *Le Journal des 35 heures* de la CGT-AFPA (mai 1998-novembre 1999), *Le Quotidien des 35 heures de la CGT* (13 au 20 octobre 1999).

Méthodologie de la RATT : ensemble des textes stabilisés utiles à la préparation de la mise en place des 35 heures sur les sites (documents de la DRH de l'AFPA, février 2000).

1999-2000

1999-2000

530J/147 Temps partiel.

Négociations syndicats-direction de l'AFPA sur l'organisation du dispositif : accords et projets d'accord, bilans de l'AFPA « Temps partiel », correspondance, documentation, ordre du jour des réunions, assignations devant la cour d'appel, significations et audiences de jugements, fiche revendicative pour la négociation d'un accord sur le temps partiel éditée par la CGT.

1994-2009

Compte épargne temps, accord du 5 septembre 2000 et révision de l'accord (2006-2007) : avant-projets, comptes rendus de réunions, documentation, notes.

1999-2007

1994-2009

530J/148 Projet ordonnateur comptable (POC) : préparatifs, projets, comptes rendus de réunions (septembre 1999-février 2000), suivi de l'accord et pétitions (2000-2001), synthèse des travaux d'étude sur le projet gestion-comptabilité en Lorraine (1998), rapport d'études du cabinet Émergence sur le projet de réorganisation en Poitou-Charentes (1998-1999).

1998-2001

530J/149 Déconcentration et décentralisation.

Documents d'orientation.

Loi n° 2002-17 de modernisation sociale du 17 janvier 2002 et Loi 2002-276 relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002 : circulaires, comptes rendus de réunions, coupures de presse, correspondance relative à la déconcentration de l'AFPA, déclarations du représentant CGT, projets, tracts.

Loi de décentralisation du 17 mars 2003 transférant les compétences de l'État aux collectivités territoriales : comptes rendus de réunions, tracts, correspondance.

Documents CGT : « Une loi pour l'AFPA, pour préserver le service public », « l'Avenir de l'AFPA, rapport pour une réflexion collective », « Deux lois qui interrogent la notion de service public de proximité » (2002).

2001-2003

Convention tripartite État/Région/AFPA.

Textes des conventions par régions (2006-2008).

Plan régional de développement des formations d'entreprise dans le cadre de la décentralisation : correspondance relative à l'action syndicale, communiqués de presse, notes (octobre 2003-juillet 2004).

2004-2008

2001-2008

530J/150-160 Formation professionnelle.

1957-2005

530J/150-152 Relations avec la direction de la formation de l'AFPA.

1964-2002

530J/150 1964-1982

Conférences de presse intersyndicales : « Formation professionnelle des adultes et des services psychotechniques » (CGC, CGT, CFDT [CFTC], FO) (novembre 1964), « Formation professionnelle des adultes » (CGT, CFDT, FO, CGC) (mars 1970), « Formation professionnelle des adultes » (CGT, CFDT) (mai 1971), « Problèmes actuels de la formation professionnelle et avenir de l'AFPA », (CGT, CFDT, FO) (décembre 1978), « Communiqué intersyndical sur les orientations de l'AFPA » (CGT, CFDT, FO, CGC) (mai 1979).

1964-1979

Formation professionnelle : comptes rendus de réunion du bureau de l'AFPA, correspondance, coupures de presse, déclarations syndicales sur la

direction et le dispositif de formation, documentation, notes, rapports.

1964-1982

Négociations syndicats-patronat sur la formation et le perfectionnement professionnels : comptes rendus des réunions du groupe paritaire sur la formation professionnelle (aussi appelé groupe d'experts), correspondance, coupures de presse, fiches de situation établies par la CGT, réponses aux questions posées aux pouvoirs publics.

Mai 1969-janvier 1970

Journées nationales d'études de la CGT pour l'emploi et la formation : rapports.

1976-1980

Documentation parlementaire : correspondance, extraits du *Journal officiel* relatif à la formation professionnelle, rapports.

1979-1980

530J/151 1983-1989

Relations syndicales avec les autorités de tutelle [contrôleur d'État, ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle] : circulaires, comptes rendus de réunions et de rencontres, correspondance, notes, tracts.

1988-1989

États généraux de l'emploi à Évry le 18 mai 1989, date anniversaire de la création de l'ANIFRMO : conférence de presse intersyndicale, questionnaires sur l'évolution des structures des emplois, réponses par centres.

1989

Études et prospectives sur la formation professionnelle : bilans, comptes rendus de réunions et de colloques, rapports, résultats d'activité.

1983-1989

Cet article comprend aussi un dossier sur la dimension internationale dans l'enseignement secondaire (1987-1988) et des documents sur les retraites, les personnels itinérants, la détermination du nombre de centres, la revalorisation des frais de mission.

530J/152 1990-2002

Formation professionnelle : presse syndicale, textes officiels dont la circulaire DE/DEP n° 90/5 du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle sur le programme 1991 de formation et de réinsertion des demandeurs d'emploi de longue durée ou en difficulté (décembre 1990), et le discours prononcé par M. André Laignel, secrétaire d'État à la formation professionnelle, le 7 février 1991 à la Cité universitaire de Paris à l'occasion de la rencontre nationale des centres de bilan.

1990-1991

Nouvelle organisation de la direction de la formation : projet, programme d'évolution du dispositif, travaux des CPTA d'Istres, Lille, Lyon, Metz, Nantes, Neuilly, Toulouse.

Avril-juin 1991

Lois sur la formation professionnelle : annexe 37 sur le travail, l'emploi et la formation professionnelle du rapport sur le projet de loi de finances pour 1995, avant-projet de la proposition de loi présentée le 12 juillet 1999 par le groupe communiste, compte rendu analytique officiel des séances du 25 octobre 1994, compte rendu des débats de la séance du 8 novembre 1996, correspondance.

1994-1999

Journée d'étude de la CGT sur l'AFPA : correspondance, rapports (« L'avenir de l'AFPA, rapport pour une réflexion collective », « Deux lois qui interrogent sur la notion de service public de proximité »). Cahier revendicatif de la CGT.

2002

530J/153-160 Études et groupes de travail sur les métiers.

1957-2005

530J/153 Stagiaires et formation des jeunes.

Stagiaires de l'AFPA.

Situation et condition des stagiaires : circulaires, correspondance avec les centres, coupures de presse, tracts (1969-1979).

Grève de la faim des stagiaires : coupures de presse, pétitions (1989).

Syndicalisation des stagiaires : correspondance relative aux références du règlement intérieur de l'AFPA et aux conditions de travail, de salaire, de droits syndicaux pour les stagiaires (1975-1980).

Cet article comprend la circulaire MO 260/49 du 5 août 1949 relative à la neutralité dans les centres de formation professionnelle.

1969-1989

Formation des jeunes.

Préformation des jeunes : brochure de l'AFPA, circulaires, communiqués, journal des animateurs, note de synthèse (1968-1970).

Les 16/18 ans : circulaires, coupures de presse, courrier confédéral, dossier ministériel imprimé (1982).

Préparatoires à la Formation et à l'Emploi (PFE) : circulaires, comptes rendus, convocations, documents préparatoires, rapports, tracts (1983-1990).

Stages pratiques en entreprise (SPE) dans le cadre du « Pacte national pour l'emploi des jeunes » (1977) :

circulaires, correspondance, tracts, documentation, coupures de presse (1977-1978).

Cet article comprend un dossier documentaire contenant le texte de loi du 5 juillet 1977 : « Mesures pour l'emploi et la formation des jeunes » et le document CGT en réaction à cette loi : « Opération cache-misère » du 28 juillet 1977.

1968-1990

1968-1990

530J/154 Administration et industries mécaniques.

Agents administratifs.

Cadres : comptes rendus de réunions et d'enquêtes, documents d'étude sur la préparation aux fonctions dans le cadre de la promotion interne, liste des participants aux journées de préparation au concours d'agent administratif, préparation aux épreuves, programmes, projet d'un dispositif permanent de formation modulaire, notes de travail.

Groupe de travail sur l'accès aux fonctions d'agents administratifs : document de synthèse.

Commission nationale du personnel administratif et de service : comptes rendus de réunions, correspondance, tracts.

1973-1984

Industries mécaniques.

Sections modulaires de mécanique générale, groupe de travail et journées d'études : circulaires, comptes rendus de réunions, correspondance avec les centres, rapports (« Rapport de synthèse sur les assises nationales de la machine-outil », « Éléments pour un plan de développement des formations en mécanique à l'horizon 1985 »), tracts (1981-1984).

L'emploi dans les industries mécaniques : études, notes et rapports (1984).

1981-1984

1973-1984

530J/155 Toutes catégories, chargés de direction, moniteurs.

Ensemble des catégories de personnel : circulaires, correspondance, revendications générales (1964-1967).

Chargés de direction : action syndicale, correspondance, positionnement (1981-1991).

Moniteurs, suppression de sections et licenciement de moniteurs : correspondance, commission des moniteurs, comptes rendus de réunions, circulaire B504 de mai 1961 analysée par la CGT, enquêtes, pétitions, questionnaire sur les effets de la circulaire B 504 pour la situation des moniteurs, réponses par centres, revendications sur la classification, tableau

des échelons par groupes, tracts, bulletin *Union-FPA* (1957-1980).

1957-1980

530J/156 Personnels enseignants.

Fonctions, conditions de recrutement et déroulement de carrière des professeurs de l'Institut national de formation professionnelle (INFP), des centres de formation professionnelle des adultes (CFPA) et des agents techniques INFP : circulaires, études, documentation de l'UGICT, notes (1974-1983).

Généralités sur les enseignants de l'AFPA : avant-projet de la refonte des formations initiales et composition de la direction de la formation, circulaires AFPA sur le personnel enseignant, circulaires CGT, comptes rendus de rencontres des professeurs INFP et de réunions « Carrefour des enseignants », correspondance, enquêtes, notes sur les orientations de la formation, rapports (1977-1987).

Groupe de travail de la CGT sur les 35 heures et la réduction du temps de travail des moniteurs en relation avec le contrat de solidarité : comptes rendus, correspondance avec l'Inspection du travail, courrier des centres, ordonnances de référé et jugements du Conseil de prud'hommes, pétitions, résultats de la grève des enseignants, tracts (1982-1983).

1974-1987

530 J 157 Enseignants itinérants, moniteurs, formateurs.

Enseignants itinérants ou enseignants pour ordre : bilans d'activité, circulaires, comptes rendus de réunions, correspondance, dossier juridique relatif à un délit d'entrave au droit syndical, étude sur la situation générale des itinérants, listes d'enseignants, notes de travail, pétition dans les centres pour soutenir la grève du 28 octobre 1992 demandant le retrait de la circulaire du 12 juin 1992 sur les frais de déplacement, tracts (1975-2003).

Moniteurs (éducation physique et sportive, maintenance industrielle, métiers du bois, secteur mécanique, soudeurs) : correspondance, fiches emplois enseignants, notes sur les classifications, positionnement (1987-1988).

Conditions d'embauche des formateurs, procédures de recrutement, évolution du métier de formateur : bulletin d'information de la CGT, compte rendu d'études sur l'analyse des activités des formateurs, correspondance, liste des emplois par familles professionnelles, nouveau contrat de travail des formateurs, rapport prospectif, référentiel d'emploi, d'activités et de compétences formateur formatrice AFPA, thèmes de la concertation (1995-2005).

1975-2005

530J/158-159 Psychologues et centres psychotechniques régionaux (CPR).

1966-2002

530J/158 Dossiers de travail personnels.

Dossier de Georges Le Hir, secrétaire général du syndicat CGT-AFP.

Section technique des services de psychologie : bulletin d'information syndical sur les revendications des services de psychologie du travail à l'ANIFRMO (janvier 1966), ordres du jour et comptes rendus de réunions, correspondance, tracts relatifs aux revendications et grèves (1970-1975).

Mission de coordination des interventions psychotechniques : propositions sur les structures des services psychotechniques et leur évolution (1981).

Expérimentation aux CPR de Saint-Mandé et Marseille sur la bureautique et l'implantation de systèmes automatisés de traitement de candidatures : rapports (1981-1982).

Procédures de recrutement des stagiaires de l'AFPA : document de travail sur l'évolution des mesures (1985), bilan (1979), tableaux.

Groupe de travail CGT « psychologues » : comptes rendus de réunions, circulaires (1982-1984).

Correspondance avec la direction : circulaires et tableaux de l'AFPA, la liste nominative des psychologues par centres (1983).

Tracts syndicaux et courriers.

1966-1985

Dossiers de Suzanne Lantier, animatrice des chantiers et actions de perfectionnement des psychologues : correspondance, comptes rendus.

1983-1985

Cet article comprend aussi un dossier de généralités : correspondance, tracts et circulaires CGT, circulaires, et rapports AFPA, correspondance, notes, procès-verbaux de réunions.

1966-1986

530J/159 Dossiers d'André Facque, membre du secrétariat national du syndicat CGT-AFPA.

Informatisation des CPR : circulaires, comptes rendus du groupe de projet informatique (1983), cahier des clauses techniques du ministère de l'Emploi et de la Population (1984), documentation, dossiers CPR pour la commission

informatique du CCE (1985), notes de travail (1984-1987), presse, questionnaires, rapport de l'AFPA sur l'ergonomie et le travail sur écran (1985) (1983-1985).

Procédures d'orientation-sélection : brochure, correspondance, enquête, notes (1985-1987).

Études sur les psychologues : brouillons, comptes rendus de réunions techniques, documentation.

1983-1987

Cet article comprend aussi : rapport de la commission d'étude de l'orientation (1997), référentiels emplois de l'orientation, forum de l'orientation journées d'étude sur la sous-traitance organisée par la CGT-AFPA (2001-2002).

1997-2002

1983-2002

530J/160

Métiers et salaires : dossiers de Pierre Brégou, membre du secrétariat national du syndicat CGT-AFPA.

Groupes de travail CGT : bilan de la redistribution des postes entre établissements, circulaires, comptes rendus de réunions, convocations, correspondance, documentation, dossier de presse sur la formation professionnelle du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, enquêtes, fiches (emplois, inspection du travail), notes, programmes CCE, rapports, tableau des normes applicables aux CFFPA, tracts.

1978-1988

Ce dossier concerne les métiers de : animateurs de vie collective et gardiens d'internat ; bases tertiaires polyvalentes ; cadres fonctionnels ; cadres hiérarchiques ; concierges et gardiens de nuit ; magasiniers ; enseignants ; métiers informatique ; personnel de la restauration ; personnel de cuisine ; secrétariat et comptabilité ; services entretien ; soudeurs.

Formation d'un groupe de travail « expert » sur les enjeux de la formation professionnelle face aux mutations industrielles : rapport, correspondance (1984).

Suivi trimestriel d'activité : modèles et imprimés (mars 1985).

1978-1988

530J/161-163 Perfectionnement des personnels de l'AFPA (PERF).

Dossier-type : bilans AFPA des plans de formation, budgets prévisionnels, catalogues AFPA des offres annuelles de formation, circulaires, correspondance, comptes rendus de commissions, coupures de presse, dispositions, documentation, dossiers préparatoires des réunions de négociation, imprimés, fiches emploi, listes (émargement, personnel), notes, ordres du jour, plan cadre, projets de définition des postes, propositions, protocoles d'accords, situation budgétaire des agences régionales, suivis budgétaires, synthèses, tableaux.

Cette thématique concerne la formation continue, le plan de formation des personnels, le recrutement des chargés de perfectionnement, les commissions de perfectionnement.

1969-2004

530J/161 1969-1984 : rapport « Orientations concernant le plan de formation des ARAFPA et des services centraux, plan cadre national », qui définit le plan de formation des établissements.

Lacunes pour les années 1980-1983.

530J/162 1984-1987 : dossier « Actions collectives et individuelles » regroupant des listes d'émargement par directions (personnel, équipement, planification, formation, générale).

530J/163 1988-2004 : « Positionnement de l'AFPA au regard de la circulaire interministérielle sur le crédit formation », convocation pour un groupe de travail CGT (août 1989), documentation (notamment « La Formation professionnelle continue », *Droit social*, n°2, février 1989).

Lacunes pour les années 1990-2000.

530J/164-179 Instances paritaires.

1968-2010

530J/164-166 Commission technique paritaire (CTP).

1968-1992

530J/164 Mise en place et fonctionnement.

Mise en place : correspondance (notamment avec le ministère du Travail), déclarations, notes, protocole d'accord du 2 mai 1969 en application du point 10 [parfois nommé point 11] relatif aux commissions paritaires du protocole signé le 31 mai 1968 entre la

direction de l'AFPA et les organisations syndicales représentatives du personnel de l'AFPA.

Réunions : procès-verbaux (1969-1982).

Notation du personnel : circulaires, correspondance, documents de travail, notes (1970-1972).

Cet article comporte également des éléments sur l'abattement de zone (1968-1977), le perfectionnement du personnel (1970-1972), l'indemnité de 8% (1974), la prévoyance (1980) et les missions (1982).

1968-1982

530J/165 Fonctionnement (suite) et intégration des contrats à durée déterminée (CDD).

Réunions des 18 octobre 1989, 5 janvier, 7 février, 21 février, 7 mars, 29 mars 1990 : circulaires, comptes rendus, convocations, notes de travail, ordres du jour.

1989-1990

Plan d'intégration des CDD : documents AFPA, enquête dans les centres par régions (Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Île-de-France, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Pays de Loire, Poitou-Charentes, PACA, Rhône-Alpes, siège national), fiches individuelles des agents en CDD, listes nominatives de carrière.

1989-1991

1989-1991

530J/166 Dossiers constitués et annotés par Pierre Brégou et André Facque.

Dossiers annotés par Pierre Brégou.

Réunions des 6 juin 1990, 31 janvier, 28 mars, 6 juin, 26 septembre, 7 novembre, 12 décembre 1991. Comprend le protocole d'accord du 2 mai 1969.

La commission de janvier propose la modification de la composition de la commission, une circulaire du 18 mai 1992 propose un nouveau règlement intérieur.

1969, 1990-1992

Dossiers annotés par André Facque.

Réunions des 26 septembre, 7 novembre, 12 décembre 1991, 13 février 1992, 24 février 1993.

Documentation thématique : formateurs et personnels d'appui (1981-1991), métiers d'orientation (1988-1991) et de la documentation (1991-1992), référentiels emplois, notes sur la composition de la CTP en 1993.

1991-1993

1969, 1990-1992

530J/167-168 Référentiels emplois.

1981-1993

530J/167 Par centres et pour les emplois de direction.

Par centres pédagogiques et techniques d'appui (CPTA) : Istres, Lomme, Lyon, Nantes, Neuilly, Toulouse (1984-1989).

Par centres pour les emplois de direction (CDRG), cadres et personnel d'appui des CPTA, secrétariat, maintenance, magasinage, imprimerie, édition, informatique, personnels d'orientation dans les centres psychotechniques régionaux (CPR) (1992-1993).

Pour les cadres de direction : circulaires, correspondance, comptes rendus de CTP, évolution des référentiels et des modalités de recrutement des cadres de direction, fiches de fonction, notes, tracts (1981-1992).

1981-1993

530J/168 Pour les emplois d'appui.

Référentiel emploi par types d'emplois (magasinier, secrétariat et comptabilité) : comptes rendus des groupes de travail CGT, études, notes (1989-1990).

Groupe technique sur le projet de déconcentration : bilan de la déconcentration interne, brochure (1989).

Gestion des ressources humaines (GRH) et des postes d'appui : correspondance, tracts, notes, texte de l'allocution de Jean-Pierre Soisson du 23 novembre 1989, rapport ministériel sur l'ANPE d'octobre 1989 (1989).

Brochures CGT (avec maquettes préparatoires) préparées pour la commission exécutive d'avril 1991, concernant les emplois de : comptabilité, maintenance et conduite de véhicules, secrétariat, restauration, magasinage et approvisionnements, surveillance animation administration des hébergements [1991].

Parcours professionnels pour le personnel d'appui : correspondance et guide de l'AFPA (1991-1992).

1989-1992

530J/169-170 Commission paritaire nationale inter-catégorielle (CPNI).

Dossier type : circulaires, correspondance, comptes rendus des réunions, fiches de communication émises par la direction des ressources humaines modifiant les référentiels, notes de travail, projets de modifications, ordres du jour, positionnement des salariés et des formateurs sur les emplois, relevés de décisions, tracts relatifs aux entretiens annuels et à la CPNI, référentiels emplois.

1996-2007

La CPNI remplace la CTP à partir de l'accord du 4 juillet 1996.

530J/169 1996-1999

Fonctionnement : note d'application de l'accord du 4 juillet 1996 et du dispositif de l'article 14, mémo CGT.

Dossiers de travail des réunions des 6 septembre, 25 octobre, 5 novembre, 3 décembre 1996, 10 avril, 23 octobre 1997, 28 mai, 16 septembre, 28 octobre, 26 novembre 1998, 13 janvier, 9 mars, 28 septembre, 4 novembre 1999.

Référentiel cadres (1996), totalité des référentiels emplois de l'AFPA en janvier 1998.

Comprend l'arrêté du 18 février 1966 relatif au fonctionnement financier et comptable de l'ANIFRMO.

530J/170 2001-2007

Dossiers de travail des réunions des : 1^{er} mars, 29 mars, 3 mai, 11 juin 2001 ; 12 et 13 mars, 19 juin, 9 octobre, 29 novembre 2002 ; 30 janvier 2003 ; 16 février, 27 avril, 11 mai, 23 mai, 26 octobre, 23 novembre 2005 ; 2 février, 23 février, 23 mars, 27 avril, 30 mai 2006 ; 30 janvier, 7 juin, 11 juillet, 24 octobre 2007.

Il manque les années 2000 et 2004.

530J/171-175 Commission administrative paritaire (CAP).

Dossier-type : dossiers de carrière assortis de pièces d'identité et de certificats ou diplômes, correspondance exposant les motifs des demandes de reclassement ou de mutation et - parfois - réponses de la DRH.

1969-2010

530J/171 Dispositions légales relatives aux commissions paritaires et CAP de reclassement (1982-1995).

1969, 1982-1995

530J/172-175 Dossiers individuels.

1982-2010

530J/172 1982-1999 : dont un cahier recensant les dossiers individuels (1997).

530J/173 Demandes individuelles de recours.

Nouveaux référentiels emplois : grille de classification et de rémunération, principes et modalités de positionnement des salariés sur les emplois, évolution d'emplois sur la grille de classification et de rémunération (janvier-mars 1997).

Changements d'emploi, de classe ou de statut suite à l'actualisation de la grille de classification et de rémunération : points sur les recours individuels, points sur les recours collectifs, points sur les avenants (février-novembre 1997).

1996-1998

530J/174 1996-2005

530J/175 2000-2010

530J/176-179 Commission paritaire nationale de discipline (CPND) et sanctions disciplinaires.

1986-2005

530J/176 Sanctions disciplinaires.

1986-2000

530J/177-179 Réunions de la commission.

1998-2005

530J/177 1998

530J/178 1998-2002

530J/179 2002-2005

530J/180-187 Grèves, pétitions et journées d'action.

1962-2003

530 J 180 1962-1970

1962-1966 : tracts et circulaires.

1967. - Grève nationale du 1^{er} février : tracts. Grève du 17 mai pour la défense de la sécurité sociale : résultats. Grève du 23 novembre pour la mise en œuvre d'un

nouveau statut de l'AFPA : coupures de presse (dossier fourni par L'Argus de la presse), résultats, tracts.

Mai 1968 : dossier intitulé « La grève » : cahier comprenant les noms des personnes des groupes de travail, résolutions, revendications, statistiques. Comprend un compte rendu des événements de mai 1968 et des réunions du personnel avec la direction (Centre de Bourges) et 3 photographies.

1969, grève du 18 décembre 1969 sous forme d'arrêt de travail de 2 heures contre la fermeture de sections et de centres, contre les licenciements et mutations de personnel : circulaires, comptes rendus de réunions, communiqués, correspondance, coupures de presse, motions, notes.

1964-1969, 1970. - Grève de mars contre la fermeture de 110 sections de formation : communiqués, correspondance, pétitions, résultats. Grève du 3 décembre 1970 contre les menaces de licenciements : communiqués, correspondance, résultats, comptes rendus de réunions (février-juin 1970), documentation sur la vocation et le rôle de la FPA (novembre 1964-octobre 1969), « Mesures préconisées par le syndicat CGT pour assurer le développement de l'AFPA » (21 février 1970).

530J/181

1971-1978

1971, grève des cadres du 18 février (groupe UGICT) et grèves tournantes régionales d'avril-juin relatives notamment aux licenciements et suppression de sections à l'AFPA (6 points à l'ordre du jour) : communiqués hebdomadaires de la grève tournante (16 avril 1971-21 juin 1971), comptes rendus de réunions, correspondance, coupures de presse. Comprend une carte de France avec les pourcentages de grévistes par régions.

1972, grèves des 7, 20, 23 juin et 9 novembre : résultats. Actions du personnel enseignant pour « l'application du point 4 du protocole d'accord » de 1968 : communiqués, correspondance, modèles de lettres, motions, tracts. Documentation sur l'action syndicale : correspondance, coupures de presse (1969-1973).

1973, grève du jeudi 11 octobre relative aux salaires et aux ressources budgétaires de l'AFPA : communiqués, lettres, résultats.

1976-1977, grèves des 7 octobre 1976, 28 avril 1977, 24 mai 1977, 1^{er} décembre 1977 : résultats.

1978 : « Cahier noir de l'AFPA », enquête de la CGT-AFPA : tract-réponse (1978) auprès des centres FPA. Revendications thématiques à partir des réponses obtenues : généralités, formation (remplacements, pédagogie, stagiaires, recrutement, structures d'accueil), conditions de travail (administration et services, enseignants, cadres).

- 530J/182 1979, grève contre le transfert du siège de l'AFPA à Bordeaux : chronologie des actions, correspondance intersyndicale avec l'Assemblée nationale et le Sénat, lettres-types envoyées aux députés, sénateurs, maires et conseillers généraux de l'Aquitaine, coupures de presse, documentation sur la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), liste du personnel employé au siège, pétitions, résultats de la collecte, tracts, 111 photographies N&B d'assemblées et de manifestations, brochure *Souvenir* réalisée à partir de certaines des photographies.
- 530J/183 1980-1984
- 1980, grève du 26 mars relative au budget 1980 à l'occasion de la réunion du comité d'entreprise des 26 et 27 mars 1980 : compte rendu de réunion du CE, correspondance, résultats, tracts.
- 1981
- Semaine d'action intersyndicale du 2 au 6 mars contre les restrictions budgétaires, la remise en cause de la préformation des jeunes, la fermeture de sections, la formation professionnelle en organisme privé : bilans, correspondance, coupures de presse, imprimés, tracts.
- Diffusion de *La Vie ouvrière* : état, tracts, questionnaires aux régions.
- Lettre-pétition au ministre de la Participation : lettres et bilans par régions (s.d.).
- Collecte de la CGT pour l'achat de matériel à destination des sinistrés du tremblement de terre dans la région d'El Asnam (Algérie) : bons de commande, correspondance, factures, télex, tracts (1980-1981).
- Pétition du 8 septembre pour le déblocage du taux de remboursement des déplacements.
- 1982
- Grève du 6 mai : résultats.
- Grève du 30 novembre sur les salaires : correspondance avec les centres, pétitions, résultats.
- Débrayage du 19 janvier pour le maintien du caractère national du statut de l'AFPA : correspondance.
- Délégation d'élus du 23 mars pour la durée du travail, les déplacements, la décentralisation : correspondance, tracts.
- 1983, grève du 1^{er} mars 1983 sur les salaires et les embauches : résultats.
- 1984, actions en juin contre la « différence du nombre d'échelons et de leur valeur selon les catégories » : pétitions et résultats.

1985

Assemblée générale du 15 novembre : décisions des établissements.

Actions contre le « nouveau régime des frais de mission pour les stages de perfectionnement en CPTA » : pétitions (janvier-février).

1986

Grève du 16 janvier pour le refus des orientations 1986 du budget non adapté aux exigences demandées et prévoyant la suppression d'environ 600 emplois : déclarations et motions syndicales, résultats, télex de participation des centres.

Journées d'action d'octobre et grèves régionales tournantes avec occupation du siège de l'AFPA du 24 novembre au 3 décembre : analyse du budget prévisionnel 1987, calendrier, compte rendu analytique officiel de la loi de finances pour 1987 (séance de l'Assemblée nationale du 5 novembre), correspondance, dossier de presse envoyé aux chaînes de télévision (TF1, Antenne2, FR3) et aux journaux, tracts.

Journées d'action (janvier-décembre) : tracts (dont le protocole d'accord de fin de grève du 12 décembre).

Comprend aussi : texte de la conférence de presse du 16 février donnée par les organisations syndicales CGT-CFDT-FO des personnels de l'AFPA, *Bâtir aujourd'hui* (journal de la grève), n°1 à 12 du 20 novembre au 10 décembre, 27 photographies en couleur du siège de l'AFPA à Montreuil et des assemblées générales, des dessins humoristiques (sans date et sans signature).

1987, « Actions contre la taxe de restauration » en mars : correspondance, coupures de presse, pétitions, résultats, tracts.

1988

Grève du 27 septembre : tracts.

Grève du 8 décembre : résultats, 25 photographies N&B (sans date).

1990, grève du 19 avril en soutien aux représentants du CCE pour les négociations avec la direction sur le projet de réforme défini par le rapport Laigniel : correspondance, préparation, résultats par centres comprenant aussi le nombre d'agents montés au siège, tracts.

1991

Grève du 24 octobre relative aux emplois et recrutements : résultats.

Pétition pour défendre le dispositif de formation professionnelle, juin.

Pétition pour le maintien des CE locaux, juin 1991.

Lettre ouverte aux équipes de direction, septembre 1991.

530J/185

1992-1995

Sans indication d'année, 5 décembre : montée des élus à Paris pour le rendez-vous devant le ministère, rue de Grenelle.

1992

Assemblée générale CGT des syndiqués, 19 novembre.

Intersyndicale (CFDT CGT FO CGC CFTC) de l'AFPA : invitation à organiser des assemblées générales du personnel dans tous les établissements jusqu'au 20 novembre.

Grève du 15 décembre relative aux réformes « gestion prévisionnelle des emplois et compétences » (GPEC) et « déconcentration » : coupures de presse, résultats.

Comprend les paroles de la chanson « L'Apfaienne ».

1993, grève du 28 janvier : résultats.

1995, actions revendicatives liées au projet de statut de personnel (octobre-décembre 1995) : fax et infos venus des régions contre le plan Juppé, pétitions du 30 novembre 1995, pétitions du CFPA Le Pontet en soutien au mouvement du personnel de l'AFPA.

530J/186

1996-2000

1996, actions revendicatives liées au projet de statut de personnel : pétitions de tous les centres contre la signature prématurée du projet d'accord, consultation du personnel du 28 mars, grève du 29 mai, montée au ministère, grève du 6 juin, grève du 7 décembre.

1997

Grève du 10 octobre relative au positionnement des psychologues : correspondance, lettre-type, pétitions des CPR en régions, résultats de la grève.

Procédures de positionnement et nouvelle grille des salaires : correspondance, pétitions des différents métiers, recours (1996-1997).

Pétition des régions relative à la grille salariale (janvier), pétition des régions relatives aux classifications des psychologues (novembre).

1999, grève du 21 janvier « pour le développement du service public », relative à la signature du contrat de progrès 1999-2003 rapprochant deux institutions pour la mise en oeuvre d'un plan national d'action pour l'emploi, sans que les moyens de l'AFPA soient réévalués pour ces nouvelles missions : communiqués, coupures de presse, déclarations, résultats de la participation, bulletin aux adhérents à ne pas diffuser ni afficher.

2000, grève du 26 avril : résultats.

530J/187 2001-2003

2001

Grève du 16 octobre : résultats.

Grève du 20 décembre, « motif déconcentration de l'AFPA » : communiqués, pétitions résultats, tracts.

2002

Pétition en février pour les frais de mission.

Grève du 18 juin opération « centres morts », revendications touchant notamment les conditions de travail et les conséquences de la loi dite de proximité sur l'AFPA : communiqués, coupures de presse, déclarations, fiche pratique d'animation syndicale pour les assemblées générales de la grève, résultats de la participation.

Pétition du 26 novembre pour la défense du service public, classée par région.

Lettre-pétition de soutien à l'AFPA adressée au Premier ministre en novembre 2012, liste des signataires en ligne.

2003, « L'AFPA outil national pour la qualification et l'emploi » : lettre-pétition adressée au Premier ministre contre le désengagement de l'État, annoncé le 28 février à Rouen, classée par régions.

530J/188-194 Publications.

1949-2009

530J/188 Documents écrits et diffusés par le syndicat CGT-AFPA.

Convention ANPE/AFPA : notes sur les normes de calculs des effectifs du personnel de l'AFPA (septembre 1981) ; « Note sur une filière technique et pédagogique à l'AFPA » (octobre 1981) ; « Éléments de réflexion sur la décentralisation de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi » (novembre 1981).

1981

Vos droits à l'AFPA, fascicule comportant un historique de l'AFPA et les différents points concernant ses salariés (1982-1991) : dossier préparatoire, bulletins de commande (décembre 1982). *Vos droits à l'AFPA, 1991* : brouillons de travail à partir de la brochure de 1982, documentation sur les régimes de prévoyance, les salaires, la gestion, tracts de relatifs à la réforme de l'AFPA (1989-1990).

1982-1991

« Vous êtes à l'AFPA, la CGT vous parle », journal téléphoné : textes manuscrits.

Août 1980-décembre 1983.

Bulletin des adhérents (collection incomplète).

1982-1983

Bulletin de liaison des CPR, 1978-1992 (collection incomplète).

1978-1992

1980-1992

530J/189-192 Bulletin *Union-FPA*.

Publication du syndicat depuis ses débuts. *Union-FPA* a changé de format et de numérotation au fil des années.

1949-2009

530J/189 1949-1959

530J/190 1960-1982

530J/191 1983-2009

530J/192 Dossier documentaire sur la publication du bulletin : brouillons préparatoires, demande de déclaration de publication, dépenses, dépôt de publication, publicité, récépissé de déclaration, routage. Comprend également des informations sur la publication *Analyses et actualité*.

s.d.

530J/193-194 Revue *Analyses* puis *Analyses et actualité*.

Le premier numéro d'*Analyses* du collectif UGICT-CGT de la FPA est publié en juin 1971. Cette publication prend ensuite le nom d'*Analyses et actualité*.

1971-2008

530J/193 1971-1981

530J/194 1982-2008

530J/195-196 Projets rédactionnels et documentation.

1947-2011

530J/195 Histoire de l'AFPA : correspondance, documentation, écrits, études.

Documents manuscrits : correspondance et notes de Chantal Dalumeau (1997), écrit d'André Nadaud, moniteur de 1947 à 1970, sur les débuts de l'AFPA (1995) (1995, 1997).

Documentation historique constituée par André Facque : *Formation professionnelle des adultes*, « Expériences et réalisations françaises » n°15, décembre 1955 ; « Aspects de la vie professionnelles des adultes n° 17 » (avril 1956) ; *Liaisons sociales*, « La sélection du personnel » (1957) ; notes sur les centres psychotechniques régionaux (1958, 1965) ; *Notre formation* n° 2-1958, n°4-1963 ; *Revue de la formation professionnelle des adultes* n°4, 1963 ; notes sur le CERP, exposé « L'examen psychotechnique des candidats à un stage de FPA » (1965) ; « Formation de techniciens groupe C » (1967) ; *Bulletin du syndicat des sciences humaines* 1 et 2 (1968) ; « La formation

professionnelle continue, une exigence de notre temps » (1987) ; « Nouvelle phase de la crise et enjeux syndicaux » (1989) ; « 1950/1990, Centre Suzanne Masson, du droit à la nécessité » ; « *Information sur la formation en France* » (1992), « Suzanne Masson dans son siècle » (1993) ; *Union FPA* n° 90, novembre 1996 ; *La Lettre fédérale* sur la formation professionnelle (1946-1974).

Groupe de travail UGICT-CGT sur un projet d'ouvrage intitulé *L'AFPA conquête sociale* (juin 1997).

Bernard Bonnet, *La Formation professionnelle des adultes : une institution et ses agents, 1934-1994*, thèse de doctorat de sociologie, sous la direction de Lucie Tanguy, directeur de recherches au CNRS, Université Paris X, Nanterre (1994).

Cet article comprend deux photographies sans mention d'auteur : la Caserne Niel à Thierville qui accueille le CFFA de Verdun de 1947 à 1970 ; le stage pédagogique de moniteurs issus du BTP et les syndicalistes CGT en octobre 1947.

1947-1997

530J/196

Documentation patrimoniale et financière sur l'AFPA.

Patrimoine immobilier. – Rénovation : notes et tableaux sur les locaux à reconstruire ou à rénover, les surfaces des besoins recensés par régions économiques (1982), rapport établi par l'IGAS et le conseil général des Ponts et chaussées sur les hébergements de l'AFPA (septembre 2006). Gestion, mise en vente, convention, dévolution par l'État du patrimoine immobilier de l'AFPA, dossier chronologique : courriers, mails, notes, tracts (2008-2011).

1982-2011

Situation économique et financière : rapport de l'inspecteur des Finances sur la situation financière de l'AFPA (mars 1981) ; « L'AFPA face à la productique » (environ 1984) ; enquête sur l'image de marque de l'AFPA (1984) ; « Réorganisation du traitement des notes, circulaires internes et documents de diffusion générale à l'AFPA » (environ 1984) ; synthèse du rapport d'étapes « Les enjeux de la formation professionnelle face aux mutations industrielles » (novembre 1984) ; « Quelques éléments de réflexion sur la formation professionnelle » (1985) ; rapport concernant la déconcentration de l'AFPA (janvier-février 1986) ; « Données macroéconomiques » (février 1986) ; « Construire demain » (note sur la mission confiée à M. Tabuteau (1986) ; orientations de l'AFPA pour les années 1987 à 1989 ; audit financier réalisé par M. Tabuteau (mars 1986) ; « L'AFPA demain, diagnostics et propositions » (mars 1986) ; « Bilan de management » (environ 1986) ; projet de bilan social de l'AFPA pour l'année 1986 ; note de présentation du compte financier 1986 ; rapport de Syndex « AFPA 1986 » ; « L'évolution des métiers de fabrication chez Renault » (octobre 1987) ; « Gestion budgétaire et comptable des frais de mission » (novembre 1987) ; audit de procédures (janvier 1988) ; rapport sur la maintenance des matériels informatiques

(janvier 1988) ; intervention de la CGT sur les bilans de compétence (février 1988) ; « La formation professionnelle sur la voie du marché intérieur » (juin 1988) ; « Formation aux nouvelles technologies » (septembre 1988) ; « La zag, zone d'accueil et de guidance » (septembre 1988) ; « Mesures pour l'emploi » (septembre 1988) ; note de synthèse sur les scénarios de croissance à l'horizon 2000 (mai 1989).

1981-1989

1981-2011

530J/197 Objets.

Tampons du syndicat, tee-shirt promotionnel CGT-AFPA pour les 100 ans de la CGT [1995], bande magnétique du 18^e congrès [1980], livre de Boris Dänzer-Kantof, *Former pour l'emploi, L'AFPA : 50 ans de formation professionnelle des adultes*, AFPA (1999).

[1980]-1999

Table des matières

Introduction	5
Sources complémentaires	19
Bibliographie	21
Répertoire	23
Sommaire	25
Liste des sigles et abréviations	26
Table des matières	81

